L'AFFRANCHI

REVUE DE DIRECT!

AmiEs de l'Association Internationale des Travailleurs

DOSSIER
Négationnisme

ARTICLES

Une drôle d'affaire

Chômeurs français en colère

Luttes syndicales en Russie

LIVRES

Le municipalisme libertaire

Cet étrange monsieur Blondel

N° 16 - 5 FR. 20FF PRINTEMPS - ÉTÉ 1999

Éditorial

Plus d'un an sans Affranchi… nous sommes impardonnables. Une aussi longue absence mérite quelques explications. Non, nous ne nous sommes pas endormis. Ce serait plutôt le contraire : 1998 a été riche en événements pour notre rédaction. Tout au long de l'année, nous avons participé au collectif qui réalise le journal *Aujourd'hui*. Un bimensuel que nos lecteurs suisses, ou en tout cas genevois, connaissent bien, vu qu'il est distribué en caissettes un peu partout en ville de Genève.

Ce nouveau périodique est le résultat d'un pari que nous sommes en passe de tenir. Nous voulions savoir s'il était possible d'apporter un point de vue libertaire sur l'actualité et nous voulions nous ouvrir à un public qui ne partage pas nécessairement nos idées. Eh bien oui c'est possible : les libertaires ne sont pas condamnés à parler aux libertaires…

Ceci dit, il est encore et toujours utile de travailler à éclaircir les présupposés de notre mouvement. *L'Affranchi* a toujours une place comme revue critique « interne » aux courants anarchistes et anarcho-syndicalistes.

A ce propos, nos lecteurs doivent savoir que nous sommes organisés dans deux cantons (Vaud et Genève) et que notre groupe s'appelle désormais *Direct!* Ce changement est issu d'un travail d'organisation et de réflexion collectif, mené avec des camarades avec qui nous nous sommes récemment associés. Il nous a permis d'expliciter et de préciser notre identité. Les lignes qui suivent, issues de ce travail, sont reprises d'un manifeste en cours d'élaboration.

En tant qu'anarchistes et anarcho-syndicalistes nous faisons partie de la tradition socialiste (collectiviste ou communiste) qui aspire à l'égalité économique de tous les êtres humains. Autrement dit, nous refusons le principe de l'égalité politique abstraite des libéraux qui correspond à la loi du plus fort, à la liberté du renard dans le poulailler. Nous aspirons à une révolution sociale : à la transformation complète des rapports humains. Nous sommes pour une société autogérée, tant sur le plan de l'organisation politique, territoriale, que dans le domaine du travail. Nous voulons mettre en place une organisation sociale et économique qui respecte véritablement l'environ-

L'AFFRANCHI

revue de DIRECT!

AmiEs de
l'Association Internationale des
Travailleurs

Editeur Responsable
André Bösiger

Rédaction et correspondance

Réflexions Sociales
Case postale 172
CH – 1000 Lausanne 6
Ouchy – SUISSE

Abonnement : 5 numéros 25 Frs
(100FF)

Versements à : DIRECT!
Case postale 2254
CH –1211 Genève 2
CCP:17-574134-6

Éditorial

nement. Nous voulons remplacer la concurrence et la domination par la liberté et l'appui mutuel.
Nous sommes d'avis que l'organisation anti-autoritaire de celles et ceux qui luttent contre les méfaits de la société actuelle, constitue un préalable nécessaire au changement social auquel nous aspirons. La résistance collective n'est pas seulement un moyen d'obtenir des améliorations ponctuelles, elle constitue aussi, à nos yeux, la préfiguration de la société future que nous voulons construire.
La société à laquelle nous aspirons devrait être fortement décentralisée, afin de permettre à l'ensemble des gens de participer aux décisions concernant leurs principaux besoins. Une organisation collective devrait remplacer la propriété privée actuelle dans chaque secteur économique, dans chaque entreprise et dans chaque quartier ou chaque village. Une coordination se mettant en place, par un système de délégation, au niveau régional… continental, international. Les personnes chargées de représenter les collectifs (les délégués) seraient révocables en tout temps et devraient répondre de leur mandat (principe du mandat impératif).
En Suisse, un projet comme le nôtre va à l'encontre de la culture et de l'idéologie dominantes. L'individualisme et le consumérisme prédominent. Nombreux sont les exploités qui font encore largement confiance aux pouvoirs politique et économique. Cette manière de voir est favorisée par les institutions qui servent au maintien du consensus. Parmi ces dernières, on peut citer la démocratie parlementaire et la démocratie semi-directe qui canalisent le mécontentement et intègrent les oppositions.
Pour des raisons à la fois historiques et culturelles, les idées anarchistes ne sont pas exactement les mêmes partout dans le monde (rien qu'en Suisse, on observe des différences suivant les régions linguistiques, et même suivant les cantons !). Par ailleurs, du fait de la faiblesse actuelle de notre tradition et de la confusion idéologique générale, l'étiquette « libertaire » a été adoptée par des collectifs à caractère autoritaire.
Notre engagement dans le « mouvement libertaire » correspond donc aussi à une volonté de clarification, de renouvellement des idées anarchistes, d'information sur les différentes orientations, les différents réseaux internationaux qui traversent ce courant.
Nous faisons partie, en tant que groupe ami, de l'Association internationale des travailleurs (AIT), dont l'engagement anarcho-syndicaliste correspond à notre volonté de nous inscrire à la fois dans l'anarchisme social et dans les luttes des exploités contre le système capitaliste.

La rédaction

SOUSCRIPTION PERMANENTE

J.-P. N.	TI	10.-
C. C.	VD	20.-
M.-T. C.	VS	25.-
S. V.	ZH	20.-
A. B.	GE	100.-
J.-C. S	GE	30.-
A. C.	TI	30.-
Ph. R.	VD	15.-
E. L.	VD	20.-
M. S.	GE	80.-
A. P.	VD	10.-
J. G.	GE	25.-
J.-P. S.	NE	50.-
A. S.	GE	30.-
J. A.	France	120FF
P. L.	VD	25.-
A.-M. C.	TI	20.-

Affranchi n°16 - Liste n°12

Une drôle d'affaire ...

par Max Cholera

Nous avons lu dans le n° 209 d'*Alternative Libertaire* (Belgique), septembre 1998, un article intitulé « L'école, comme terreur et aliénation » signé Jean Rage.
Ce texte était très visiblement et fidèlement calqué sur le texte « Ecole primaire au Québec », paru dans *l'Affranchi* n° 14, printemps-été 1997, sans pour autant que la source soit mentionnée, comme il est d'usage lorsque l'on décide de publier un texte paru dans une autre revue.
Nous interrogeant sur les motivations des auteurs de ce que nous n'avons pas hésité à qualifier de plagiat, nous avons écrit à la fin du mois de septembre 1998 à Jean Rage, et au collectif de rédaction d'*Alternative Libertaire*, afin de recevoir des explications : il nous importait en effet de comprendre ce qui avait bien pu se passer. Nous insistons au passage sur le fait qu'il n'a jamais été question de « copyright » ou de quoi que ce soit d'approchant. Toutefois, en ce qui nous concerne, l'honnêteté intellectuelle nous oblige, dans chacun de nos textes destinés à publication, à faire mention des sources et à indiquer l'origine des textes repris. C'était d'ailleurs le cas du texte original, qui fournissait bibliographie et références. Nous avons également demandé à *Alternative Libertaire* de publier le texte original.

Voici un extrait de la réponse de Jean Rage :

« [...] J'ai reçu ta lettre et j'avoue que j'ai été surpris et intrigué d'apprendre qu'un article que je n'ai jamais publié se soit retrouvé dans un journal avec lequel je n'ai jamais eu de correspondance, ni même envoyé une seule lettre. Non seulement cela, mais on confond mon nom d'écrivain à l'appellation d'un groupe qui n'existe même pas; tout au plus sommes-nous simplement un groupe d'ami(e)s/parents. Bref, je ne saisissais pas l'histoire.
Après quelques réflexions, j'ai finalement compris ce qui s'était passé. Le tout commença lorsque moi et les ami(e)s/parents en question nous nous sommes réunis dans le but de connaître nos inquiétudes et nos espoirs face à l'école traditionnelle et d'en savoir davantage sur l'école libertaire « Bonaventure » [1]. Etant moi-même déjà passablement informé sur les deux écoles, j'ai donc pris l'initiative d'écrire un article de presse pour le vol. 3, n° 8 du journal « Démanarchie » [2] - numéro qui n'a jamais paru soit dit en passant - sur l'école traditionnelle au Québec (d'où l'utilisation de ton article dans le n° 14 de *l'Affranchi*) et d'écrire une lettre pour demander de l'information sur la mise sur pied d'une école libertaire expédiée avec une copie de l'article à « Bonaventure ».
C'est probablement Bonaventure qui a transmis cet article au collectif de rédaction d'*Alternative Libertaire*. Mais je ne comprends toujours pas la confusion autour de cet article, parce que j'avais bien pris la peine de spécifier les sources d'information de mon article. Pour t'en fournir la preuve, voici une copie intégrale de mon article [3]. [...] ».

Quant à la réponse d'Alternative Libertaire, nous l'attendons toujours, ainsi que la publication d'un rectificatif et du texte original...

Les notes sont de la rédaction de *l'Affranchi*

1. École située à Oléron, France
2. Journal anarchiste québécois
3. Voici la phrase par laquelle se termine l'article signé par Jean Rage : « Pour l'instant je vous laisse à ce cauchemar qu'est l'école primaire au Québec qui soit dit en passant m'a été dévoilé par un article de Max Cholera dans la revue anarchiste suisse (?) *l'Affranchi* n° 14, été 1997, pages 9 à 15 ».

Dossier négationnisme

par J. Valjak et M. Argery

Voici un dossier consacré à un sujet pour le moins scabreux. Nous avons posé notre regard sur le curieux phénomène du négationnisme « de gauche ou libertaire ». Cette aberration est particulièrement pénible, car si l'on comprend pourquoi l'extrême-droite essaie de nier ou de minimiser le génocide des Juifs durant la deuxième guerre mondiale, il semble invraisemblable que des gens du camp adverse défendent de pareilles idées.

Même s'il est tout à fait marginal dans nos milieux, le révisionnisme ou négationnisme [1] y a une tradition, qui date, nous le verrons, des années cinquante. Inventé par un esprit dérangé, celui de Paul Rassinier, ce négationnisme « de gauche » a rapidement attiré l'attention d'authentiques nazis qui ont su l'utiliser à leur profit. Ainsi, aujourd'hui encore, dans quelque officine borgne, de vieux crétins osent se prétendre anarchistes, alors qu'ils diffusent, entre quelques citations des classiques, des écrits racistes et antisémites parfaitement répugnants.

Cette triste engeance serait peut-être tombée dans l'oubli si les thèses de Rassinier ne s'étaient pas refaites une nouvelle jeunesse dans les années soixante-dix, grâce à des individus issus du marxisme et jouissant, pour certains, d'une petite réputation dans le monde littéraire. Là non plus, il ne s'agit pas d'un mouvement important, ni même d'un groupe significatif, mais de quelques personnes qui ont su se faire une réputation sulfureuse et attirer l'attention des médias.

Ces gens ne mériteraient sans doute pas beaucoup d'attention, s'ils n'étaient pas au centre d'une polémique qui divise profondément le mouvement antifasciste français. Les échos de cette affaire qui sont parvenus jusqu'à nous, nous ont profondément troublés. Le traitement désinvolte qu'en a fait *Le Monde libertaire*, dans un article signé Jean-Marc Raynaud, n'a pas apaisé notre inquiétude. Ce n'est pas en renvoyant dos à dos les individus qui essaient de cacher sous le tapis leur passé négationniste (Gilles Dauvé et Serge Quadruppani) et ceux qui les dénoncent (Didier Daeninckx, Alain Bihr, Thierry Maricourt, etc.), en les traitant au passage de « petits bourgeois néo-réformistes » et en les accusant « de jeter l'opprobre sur (…) un mouvement libertaire ontologiquement insoupçonnable de toute complaisance envers la vérole révisionniste… » [2], qu'on va résoudre le problème. Le fait de rappeler les nombreuses victimes libertaires du fascisme ou de déclarer qu'il y a beaucoup plus de fascistes camouflés au sein des autres courants politiques de droite et de gauche, ne nous dispense pas non plus de faire le ménage chez nous.

Or, la petite étude nécessairement incomplète que nous avons réalisée, montre que la pénétration dont certaines organisations libertaires ont été victimes ne peut être considérée comme un « épiphénomène » négligeable. Le savoir, expliquer précisément ce qui s'est passé dans tel ou tel cas, n'est pas un aveu de faiblesse, mais constitue, à nos yeux, un avertissement pour l'avenir.

Parce que nous refusons les explications simplistes du genre : « les extrêmes se rejoignent », ou « c'est une manipulation des réformistes pour affaiblir les révolutionnaires », nous avons essayé de comprendre ce qui a bien pu se passer. Comprendre pour nous ne signifie évidemment pas accepter ou partager, mais expliquer. Un raisonnement, fut-il aberrant, a sa logique qui peut séduire certains, notamment des « intellectuels » anticonformistes à la recherche d'idées « inédites ». En « déconstruisant » un discours, en écoutant comment certains, avec le recul, essaient de justifier leur dérive, on se fait une idée de ce qui a pu leur arriver.

Il y a sans doute des leçons à tirer de cette lamentable histoire. D'abord que certaines sectes « gauchistes » ou « libertaires » ont tendance à vivre dans un monde imaginaire. Leurs membres essaient certes d'échapper à l'idéologie dominante, aux idées reçues, aux mensonges de la presse et de l'histoire officielle… mais ces efforts ne les empêchent pas de tomber dans un univers de chimères où la parole d'un chef, d'un maître à penser, remplace le libre arbitre et la recherche de la vérité.

Il n'y a pas de recette miracle permettant d'éviter les aberrations que nous allons décrire. Mais savoir comment de telles dérives furent possible devrait, nous l'espérons, rendre nos lecteurs attentifs et méfiants vis-à-vis des explications trop faciles et prétendument « ultra-subversives » que certains charlatans de la pensée essayeront certainement, une fois ou l'autre, de leur vendre.

---

[1] Le qualificatif de négationniste convient mieux à ceux qui nient la réalité de l'extermination des juifs d'Europe durant la deuxième guerre mondiale, que celui de révisionniste dont ils s'affublent. Ces gens-là prétendent que les historiens révisent périodiquement leurs théories, ce qui est vrai : de nouvelles interprétations du passé sont fréquentes, des éléments nouveaux peuvent aussi modifier notre vision des choses, mais cela ne signifie pas que l'on puisse nier les faits avérés et raconter n'importe quoi.

[2] J.-M. Raynaud, *Révisionnisme, négationnisme… Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage !* in *Le Monde libertaire* n° 1091 du 11 au 17 septembre 1997.

Paul Rassinier, le père du « révisionnisme »

A l'origine du courant « négationniste » on trouve un personnage sur lequel il faut s'arrêter : Paul Rassinier. Pacifiste intégral, militant communiste, socialiste, puis anarchiste, Rassinier allait mener une double vie, dans les années cinquante-soixante, en écrivant aussi bien dans des journaux de gauche, pacifistes et anarchistes que dans des publications d'extrême-droite. Cette double identité l'accompagna jusque dans sa mort, en juillet 1967, à l'occasion de laquelle il y eut deux oraisons funèbres : l'une fut prononcée à Paris par l'écrivain fasciste Maurice Bardèche devant un parterre d'extrême-droite ; l'autre, lue au cimetière de Brémont (Territoire de Belfort), était de la plume du vieux camarade pacifiste Emile Bauchet qui s'exprimait « au nom de ses amis socialistes et pacifistes » [1].

Lorsque nous nous sommes penchés sur le cas Rassinier, nous avons surtout consulté *Comment l'idée vint à M. Rassinier* de Florent Brayard. Nous étions déjà étonnés de voir qu'un ouvrage aussi détaillé ait été réalisé sur les livres, les articles et la correspondance de ce vaniteux [2] qui, malgré ou à cause de son expérience de la déportation, s'était enfoncé dans l'erreur… dans l'abjection négationniste. Ainsi, nous sommes encore plus surpris de découvrir, au moment d'achever ce dossier, qu'une seconde biographie de Rassinier vient de paraître. L'ouvrage de Nadine Fresco, que nous n'avons fait que survoler, apparaît comme un monument d'érudition. Plutôt que d'étudier à fond son « œuvre », comme l'a fait Brayard, Fresco s'est efforcée de comprendre le contexte qui a permis la *Fabrication d'un antisémite*. Elle a consulté de très nombreux témoins et nous ne pouvons que conseiller la lecture de son ouvrage [3]. Pourtant, nous sommes restés sur notre faim sur un point précis qui reste en partie à résoudre : comment la dérive de Rassinier a pu se poursuivre et faire des émules, sans qu'une réaction rapide, forte et surtout définitive ne se manifeste dans les courants pacifistes et libertaires qu'il fréquentait.

Résistant non-violent, Rassinier fut arrêté par la Gestapo en novembre 1943, torturé (il eut un rein éclaté et fut déclaré invalide à la libération), il fut déporté à Buchenwald puis à Dora où il passa 14 mois. Son séjour en camp de concentration fut particulier, atypique, car Rassinier allait y passer plusieurs mois à l'infirmerie : une chance rarissime due semble-t-il à la compassion d'un médecin hollandais. Il paraît avoir aussi bénéficié d'une « planque » comme ordonnance d'un officier SS. Faut-il parler à son propos de « syndrome de Stockholm » [4] ? En tout état de cause quand, à partir de 1949, il se met à écrire des livres sur son expérience de la déportation, il tend à minimiser la responsabilité des nazis, en faisant reposer l'essentiel des horreurs des camps sur les Kapos [5], notamment les Kapos membres du parti communiste.

Rassinier était-il aveuglé par son expérience personnelle des camps ? [6] Etait-il victime de son anticommunisme viscéral ? Exclu du PC en 1932, il devint alors socialiste. Elu à la deuxième Constituante de 1946 pour la Fédération socialiste du Territoire de Belfort, il fut battu, lors de l'élection suivante, par le radical Pierre Dreyfus-Schmidt allié aux communistes… D'un autre côté, le pacifiste Rassinier considérait comme une attitude belliciste le fait d'accabler l'Allemagne. Il pensait que la situation était semblable à celle qui avait suivi la guerre de 14-18 et qu'il fallait tourner la page pour éviter un nouveau conflit mondial.

Les doutes que Rassinier manifeste vis-à-vis des chambres à gaz jouent un rôle mineur dans ses premiers écrits. D'abord, il ne nie pas leur existence, il minimise : « Mon opinion sur les chambres à Gaz ? Il y en eut : pas tant qu'on le croit. Des exterminations, il y en eut aussi : pas tant qu'on ne l'a dit » [7]. Il pensait aussi que le massacre n'avait pas été ordonné d'en-haut, mais plutôt par « un ou deux fous parmi les SS », aidés de quelques Kapos…

L'affaire va prendre de l'ampleur avec la préface de son deuxième livre, *Le Mensonge d'Ulysse* (1950), pour laquelle il fait appel à une sorte de pamphlétaire provocateur : Albert

[1] «Paul Rassinier», *Lectures Françaises* 124-125, août-sept. 1967, cité in Florent Brayard, *Comment l'idée vint à M. Rassinier. Naissance du révisionnisme*, Paris, Fayard, 1997.

[2] Sur la personnalité de P. Rassinier on peut lire aussi le témoignage de Guy Bourgeois, «Rassinier et le mouvement libertaire» in Georges Fontenis, *L'autre communisme*, Mauléon, Acratie, 1990.

[3] Nadine Fresco, *Fabrication d'un antisémite*, Paris, Seuil, 1999.

[4] Le syndrome de Stockholm est le processus par lequel certaines victimes adoptent le point de vue de leurs agresseurs.

[5] Les Kapos étaient des déportés chargés, par l'administration des camps, d'encadrer les autres prisonniers.

[6] Selon des témoins retrouvés par Nadine Fresco, Rassinier aurait fait le clown à l'infirmerie du camp pour s'attirer la sympathie des infirmiers; il aurait aussi dérobé des conserves à d'autres détenus. Sans porter de jugement moral sur ces éléments, elle considère que son «révisionnisme» fut au départ une «autorévision», une façon d'enjoliver son propre parcours dans l'univers concentrationnaire.

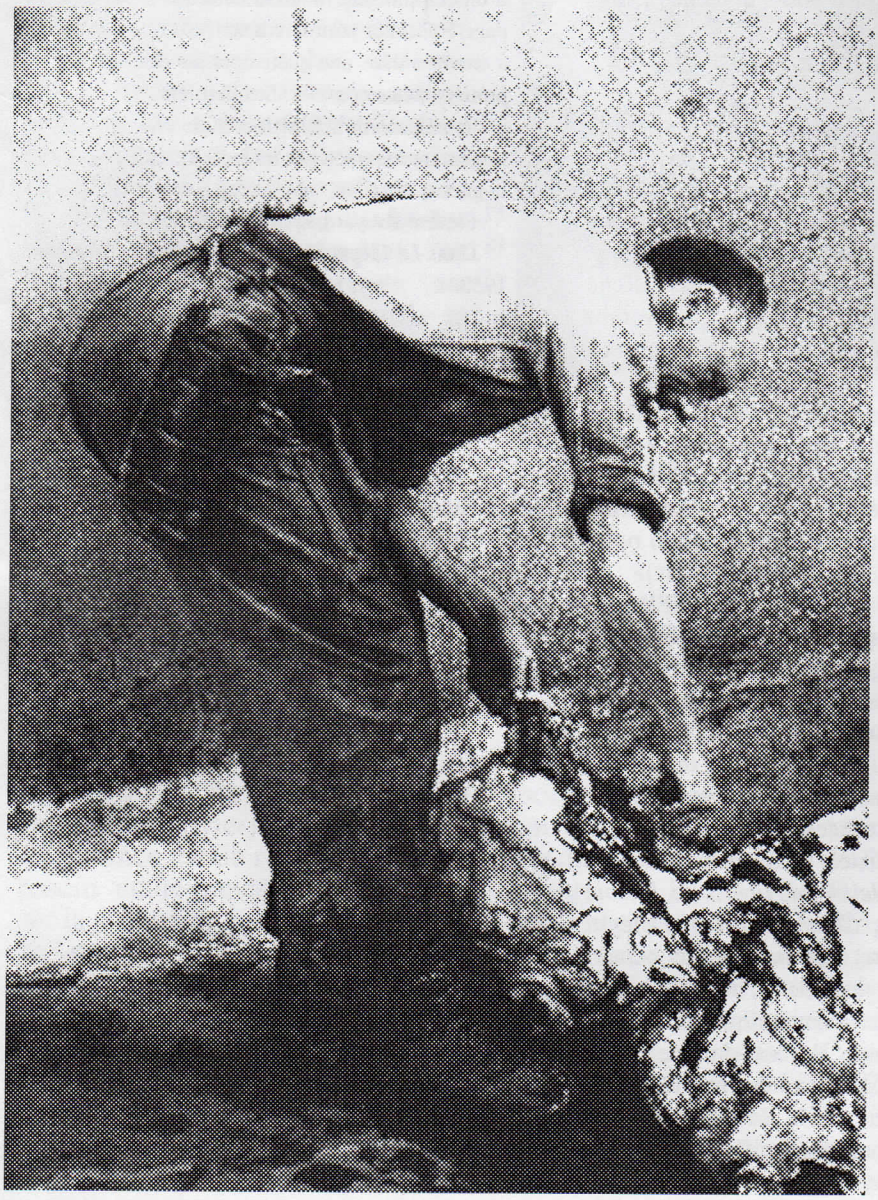
[7] *Le mensonge d'Ulysse*, cité in Florent Brayard, *op. cit.*, p. 98.

Paraz, dont la principale préoccupation était alors de faire réhabiliter l'écrivain Céline [8]. Paraz repère tout de suite la dimension iconoclaste des propos de Rassinier; il proclame : « Seul un extraordinaire masochiste peut s'aviser d'écrire, maintenant, que les témoignages sur les chambres à gaz ne sont pas tout à fait assez concluants, pour son goût [...]. C'est de la dynamite. » [9]

Sans la préface de Paraz, le livre de Rassinier aurait encore pu paraître relativement anodin, un témoignage partiel [10] et partial, une analyse subjective des camps. Avec cette préface, la mise en scène d'un Rassinier brisant le « mythe » des chambres à gaz est déjà en place. Le piège allait se refermer suite à un incident à l'Assemblée Nationale où l'on débattait d'un projet d'amnistie concernant les « épurés ».

Un député, évoquant le compte-rendu du *Mensonge d'Ulysse* trouvé dans une revue d'extrême-droite lança la phrase fatidique : « Il paraît, mes chers collègues, qu'il n'y a jamais eu de chambres à gaz dans les camps de concentration ! » [11]

L'hypothèse de la prétendue inexistence des chambres à gaz selon Rassinier était devenue une affaire d'Etat. Pour ne pas se dédire, Rassinier allait poursuivre ses « recherches » en étudiant uniquement les éléments pouvant aller dans ce sens. Dans les livres qu'il écrivit par la suite, il se mit à débusquer les contradictions des témoignages sur les camps. Il discuta des chiffres comme un épicier, affirmant, par exemple, que la surface des salles de gazage ne correspondait pas au nombre de personnes qui y avaient été assassinées, etc. Les seules



8 Sur Céline, lire notamment Michel Bounan, *L'Art de Céline et son temps*, Paris, Allia, 1997; Hans-Erich Kaminski, *Céline en chemise brune* (1938), Paris, les mille et une nuits, 1997; Jean-Pierre Martin, *Contre Céline*, Paris, José Corti, 1997.

9 Introduction de Paraz au *Mensonge d'Ulysse*, cité in Florent Brayard, *op. cit.*, p. 119.

10 Rassinier avait séjourné dans des camps de concentration qui étaient des camps de travail où l'on mourrait surtout d'épuisement et de malnutrition et non des camps d'extermination comme Auschwitz ou Treblinka.

11 *Journal officiel, compte rendu des débats*, séance du 2 novembre 1950. Cité in Florent Brayard, *op. cit.*, p. 159.

« preuves » acceptables à ses yeux auraient été une lettre écrite de la main du Führer ordonnant l'anéantissement des juifs, ou peut-être une victime revenue à la vie… Mais de telles preuves n'existent pas [12].

L'engagement de Rassinier sur la pente fatale du négationnisme allait être grandement facilitée par ses nouveaux amis. Nous avons vu le cas de Paraz, il y en eut d'autres. En 1950, Rassinier entre en contact avec Maurice Bardèche. Attaché à réhabiliter son beau-frère Robert Brasillach fusillé à la libération, Bardèche a pris la défense de la collaboration et du régime de Vichy contre la résistance « criminelle ». Son livre *Nuremberg ou la terre promise* (1948) est une sorte de plaidoyer en faveur de l'Allemagne nazie présentée comme un rempart contre le communisme. Dans le second volume de *Nuremberg* [13], il va longuement citer les propos de Rassinier, dont il fait un portrait élogieux. Rassinier était doublement victime, prétendait Bardèche, des camps et de son honnêteté. Extrêmement sensible à la flatterie, peut-être est-ce sous l'influence de Bardèche que Rassinier va tenir des propos de plus en plus négationnistes ? Il faut aussi évoquer la figure de Henri Coston, un nazi de première catégorie, véritable activiste, éditeur avant guerre du *Protocole des sages de Sion* [14], associé aux services secrets de propagande allemands sous Vichy, condamné comme collaborateur aux travaux forcés à perpétuité en 1947, mais libéré au début des années cinquante. Coston qui va rééditer *Le mensonge d'Ulysse* de Rassinier en 1955, aura sur ce dernier une influence certaine. *Le Parlement aux mains des banques* de Rassinier, publié en octobre 1955 dans un numéro spécial de « la petite revue anarcho-pacifiste *A contre courant* » [15] est très largement inspiré par *Les financiers qui mènent le monde* de Coston. A partir de là, Rassinier va également adopter des postures antisémites, et chacun des nouveaux livres de ce vieil homme malade — au sens propre comme au sens figuré — constituera un pas de plus vers les thèses de l'extrême-droite [16]. Dans ces milieux, il était le déporté « providentiel ». Par exemple, en 1960, quand il fut sollicité par son éditeur allemand pour faire une tournée de conférences, il enchanta des parterres de nazis non repentis, bienheureux de voir un ancien déporté leur expliquer qu'ils avaient été moins criminels qu'ils ne le pensaient.

Peu de temps avant sa mort, Rassinier se trouvera un disciple en la personne de Robert Faurisson. Cet individu aux idées d'extrême-droite, professeur de littérature, est l'inventeur d'une méthode d'analyse littéraire à même le texte « sans aucun recours à la biographie, (...) sans l'aide de considérations historiques, sans se soucier des déclarations de l'intéressé sur son œuvre… » [17]. Après la disparition de Rassinier, Faurisson va prendre le relais et continuer, avec sa méthode d'analyse littéraire, la « recherche » visant à prouver l'inexistence des chambres à gaz dans les camps nazis, « œuvre » qu'il poursuit de nos jours.

Rassinier chez les libertaires

Voyons maintenant brièvement la carrière libertaire de Paul Rassinier. En 1950, dans *Le libertaire* du 11 novembre, paraît une critique acerbe du livre *Le mensonge d'Ulysse* réalisée par un autre déporté René Michel (Robert Meignez) qui refuse de dédouaner les SS de leurs crimes en accablant les Kapos. Mais on y apprend aussi que le livre de Rassinier est « en vente au « Libertaire » ». Une polémique va s'engager dans les numéros suivants, dans le cadre de laquelle Rassinier défendra son point de vue [18].

Exclu du parti socialiste SFIO en 1951, Rassinier devait rejoindre la Fédération anarchiste (FA) dans le courant des années cinquante. Il fut membre du groupe Elisée-Reclus de Nice vers 1957-1959, puis du groupe local de la FA d'Asnières jusqu'au début des années soixante. Les journaux pacifistes et libertaires de ces années-là (*le Monde libertaire, la Voie de la Paix, Contre-Courant, Défense de l'homme*) contiennent un certain nombre de ses articles, notamment sur des questions économiques. Mais une fois au moins, il y exprima certaines de ses idées fascistoïdes et « révisionnistes ». En 1953, Rassinier écrivait dans le journal pacifiste de Louis Lecoin *Défense de l'homme* « A

[12] Pour en savoir plus sur le génocide des Juifs (et des Tsiganes, des homosexuels, etc.) par les nazis, on peut se référer, entre autres, à l'ouvrage de Pierre Vidal-Naquet, *Les assassins de la mémoire*, Paris, La découverte, 1987, qui répond point par point aux « arguments » des négationnistes.

[13] *Nuremberg II ou les faux-monnayeurs*, 1950.

[14] *Le Protocole des sages de Sion* est un pamphlet antisémite, confectionné au début du siècle par les services secrets du Tsar et « révélant » un soi-disant complot juif. Pour en savoir plus, on peut consulter Roberto Finzi, *L'antisémitisme du préjugé au génocide*, Casterman-Giunti, Florence, 1997, chap. 4.

[15] Florent Brayard, *op. cit.*, p. 244

[16] Convaincu par Coston de la réalité d'un complot juif mondial contre la paix, Rassinier poursuivra son « œuvre » dans une quête éperdue des preuves de ce complot. Ses derniers écrits présentent la Shoah comme une imposture inventée par les juifs après la guerre.

[17] Florent Brayard, *op. cit.*, p. 434.

[18] Dans *Le Libertaire* n° 247, 15 déc. 1950.

propos du procès de Nuremberg et de ceux qui lui ont fait cortège, ces gens qui se prétendent de gauche ont laissé à Maurice Bardèche le soin de reprendre, sur la guerre, les idées qui au lendemain de celle de 1914-1918, furent si brillamment illustrées par Mathias Mohrardt, Michel Alexandre, Romain Rolland, Marcel Martinet, etc. Et à propos d'Oradour, ils ont laissé à un curé, l'archevêque Rastouil, de Limoges, le beau geste qui a consisté à refuser d'aller témoigner pour le compte de l'accusation, en invoquant la charité chrétienne qui lui interdisait de participer de quelque façon que ce soit à cette abominable campagne d'excitation à la haine... ».

Dans le même article, à propos des expériences « médicales » pratiquées par les nazis sur les détenus dans le camp alsacien du Struthof, il recherche les contradictions des témoins pour conclure « Alors, je pose à nouveau la question que je posais déjà dans *Le Passage de la Ligne* et *Le Mensonge d'Ulysse* : si on ne peut mettre que 87 morts au compte des expériences médicales, comment et pourquoi sont morts les autres ? » [19]

Aux alentours de 1959-1960, Rassinier semble avoir joué un rôle significatif au sein de la Fédération anarchiste. On trouve plusieurs de ses textes dans les bulletins internes de cette organisation. Dans le numéro d'avril 1960, par exemple, est reproduite une importante correspondance entre Rassinier et Maurice Fayolle sur le thème « révolte et révolution » [20]. A l'occasion du Congrès de Trélazé des 4, 5 et 6 juin 1960, une lettre de Rassinier, absent, est lue à l'assemblée. A la suite de quoi, les congressistes débattent de certains de ses arguments [21].

L'histoire veut que Rassinier ait été démasqué en 1961 par Maurice Laisant, le secrétaire de la FA, qui l'aurait fait demander à la rédaction de la revue d'extrême-droite *Rivarol* où il écrivait sous un faux nom [22].

En fait, la FA avait été interpellée par des libertaires allemands qui eux avaient su lire et comprendre le véritable sens du *Mensonge d'Ulysse*. Dans le courrier adressé au congrès de la FA de Monluçon 1961, et publié dans le *Bulletin intérieur de la FA*, ils demandaient tout d'abord « s'il y a une parenté quelconque entre P. Rassinier qui fréquente les milieux anarchistes français et l'écrivain qui vient de se faire éditer outre Rhin sous l'égide du néo fasciste SS Karl Heinst Priester » [23]. En quelques lignes, les anarchistes allemands relèvent ce qui fait l'absurdité du livre de Rassinier : ses doutes sur les chambres à gaz, le fait qu'il fait reposer la responsabilité des horreurs sur les détenus eux-même... Ils se demandent si les conditions de détention qu'il a connues au camp de Dora ont pu l'aveugler au point de ne pas voir les souffrances qui l'entouraient. Ils soulignent combien la démarche de ce « témoin capital » qui prétend « prouver que ce ne sont pas les assassins qui ont tort,... mais les assassinés » peut être utile à un éditeur nazi. Et ils concluent en revendiquant haut et fort leur droit de dénoncer ce qu'il dit « comme un mensonge infâme et une tentative pour blanchir les criminels SS ».

A la suite de ce texte accusateur, figure une lettre d'explication de Rassinier dans laquelle il fait preuve d'un culot certain. Il rappelle que *Le Mensonge d'Ulysse* publié en Allemagne est exactement le même livre « qui a été soutenu en son temps par la Fédération anarchiste et *Le Libertaire* » et affirme que les « soi-disant anarchistes allemands sont comme cul et chemise avec les communistes ». Il apporte certaines précisions sur les chambres à gaz en déclarant notamment qu'il n'y avait jamais eu de chambrez à gaz sur le territoire de ce que le National-Socialisme

[19] *Défense de l'homme* n° 53, fév.-mars 1953, pp 8-9.

[20] Roland Biard qui évoque ce débat dans son *Histoire du mouvement anarchiste 1945-1975*, Paris, Galilée, 1976, ne donne pas d'indications sur la personnalité de Rassinier.

[21] *Bulletin intérieur de la FA*, décembre 1960.

[22] C'est ce qu'écrit notamment Georges Fontenis, *L'étrange parcours de Paul Rassinier*, in *Négationnistes : les chiffonniers de l'histoire*, Golias Syllepse, 1997, p. 132.

[23] Cette citation et celles qui suivent sont tirées du *Bulletin intérieur de la FA*, octobre 1961. Qui reprend lui-même des articles parus dans *Informations*, organe du groupe anarchiste de Hambourg.

appelait le « Grand Reich » [24]. Il nie le fait que son éditeur allemand soit un ancien SS, mais dit aussi que peu lui importe, car Julliard l'éditeur de Mendès-France a aussi édité des pétainistes. Concernant les quatorze conférences faites en Allemagne, il dit y avoir invité « les singuliers anarchistes » qui l'accusent et qu'« ils ont décliné l'offre!!» (Les points d'exclamation sont d'origine). Enfin le journal (d'extrême-droite) allemand dans lequel se trouve une interview de lui « publie intégralement ce qu'on lui dit, ce qui n'est pas le cas du *Monde libertaire*... »

Nous ne savons pas précisément comment les militants de la FA résolurent le problème qui leur était posé. En 1964, *Le Monde libertaire* fit paraître une brève « mise au point » précisant que « depuis 1961 il [Rassinier] n'appartient plus à notre organisation » [25]. Mais la rupture ne paraît pas avoir été claire et nette pour tous. C'est en tout cas ce qu'on est en droit de penser en voyant comment, en 1987, dans les colonnes du *Monde libertaire*, le militant historique Maurice Joyeux se remémore son ancien camarade. Selon Joyeux, l'erreur du déporté Rassinier est d'avoir dit toute la vérité sur les camps et d'avoir refusé, à la différence d'autres, d'être utilisé par les politiciens. Joyeux qui proclame que Rassinier a été son ami, affirme n'avoir « jamais mis en question le *Mensonge d'Ulysse* [qu'il] considère comme le meilleur, le plus mesuré et par sa nature même, le plus crédible de tous les livres écrits sur les camps de la mort ». Signalant pourtant le bon accueil qu'ils ont eu dans les milieux d'extrême droite, Joyeux affirme que les ouvrages de Rassinier « n'atténuent en rien la barbarie nazie ». Si à un moment donné Rassinier a été rejeté par certains libertaires, c'est parce qu'on ne lui pardonnait pas ses origines politiques. Et « lorsqu'il s'éloignera la séparation se fera sans accrocs. Ce qui ne l'empêchera pas de conserver des relations amicales avec un certain nombre de militants dont Lecoin, Louvet, Prudhommaux et quelques autres ». Sans nier l'existence des chambres à gaz, Joyeux verse malheureusement de l'eau au moulin du négationnisme en écrivant : « En vérité des millions d'hommes de toutes races, de toutes nationalités, de toutes confessions ont disparu. De quelle manière? On en discutera encore longtemps; aussi longtemps qu'il existera des politiciens ayant intérêt à battre monnaie sur des cadavres ». [26]

C'est peut-être par ses côtés provocateurs que Rassinier était parvenu à séduire certaines franges du mouvement libertaire. Les différents procès en diffamation qui l'opposaient à d'anciens déportés devenus députés lui faisaient une réputation sulfureuse. Et puis, tous les libertaires n'étaient pas sortis grandis de la guerre. Il y avait eu des résistants bien sûr, mais d'autres étaient restés attentistes ou avaient même collaboré, pensant que tout, même une paix fasciste, valait mieux que la guerre. Les arguments d'un Rassinier, ancien résistant, les confortaient dans leurs choix passés. Il faut dire à leur décharge que Rassinier avait aussi ses défenseurs dans d'autres milieux réputés de gauche. Georges Lefranc, historien du socialisme et du syndicalisme [27], saluait régulièrement les publications de Rassinier et de Coston dans *La République libre* [28] de Paul Faure.

Rassinier perdit finalement presque tous ses soutiens en milieu libertaire et pacifiste en 1964, quand il intenta un procès à la Ligue internationale contre l'antisémitisme qui l'avait traité d'« agent de l'Internationale nazie ». Il venait en effet d'être refoulé d'Allemagne à cause de ses fameuses conférences dans les milieux d'extrême-droite. Rassinier non seulement perdit son procès, mais ses mésaventures allemandes et sa collaboration à *Rivarol* firent la une des journaux. Pourtant, il parvint encore à tromper un petit groupe libertaire, l'Alliance ouvrière anarchiste (AOA) qui, par manque d'information ou par amitié, l'accueillit dans ses rangs.

Des « anarchistes » providentiellement négationnistes

L'AOA est à l'origine le produit d'une scission de la Fédération anarchiste. Elle s'est constituée le 25 novembre 1956 à Bruxelles. Dans son texte fondateur, elle se présente comme une coordination qui « se REFUSE A ORGANISER, c'est-à-

[24] Ce que Rassinier disait-là était une sorte de demi-vérité. En effet les six camps d'extermination nazis (Chelmno, Belzec, Sobibor, Treblinka, Auschwitz et Maïdanek) se trouvaient tous situés sur le territoire de la Pologne de 1939. Cependant des gazages ponctuels ont aussi été pratiqués dans des camps de concentration « classiques », notamment à Mauthausen en Autriche. Cf. François Bédarida, *Le nazisme et le génocide*, Paris, Nathan, 1989, p. 39.

[25] *Le Monde libertaire*, n° 106, novembre 1964, cité par Nadine Fresco, op. cit., p. 562.

[26] Maurice Joyeux, « Parlons un peu de Paul Rassinier » *Le Monde libertaire* n° 664 du 21 mai 1987, p. 7. A la décharge de la FA, il faut signaler que trois semaines plus tard (dans *Le Monde libertaire*, n° 667, 11 juin 1987), un article signé Jacques Grégoire, faisait le point sur la personnalité de Rassinier en expliquant que ses écrits n'avaient d'autre objet que de nier la réalité du génocide et de réhabiliter le nazisme. Mais comme le veut une tradition de la FA, l'article de Grégoire n'attaquait pas de front le texte de Maurice Joyeux. Et l'introduction du comité de rédaction prétendait uniquement « apporter quelques précisions sur la dérive » de Rassinier. Il est des cas où l'intention, à première vue charitable, d'épargner un vieux camarade peut sérieusement entamer la crédibilité d'une organisation.

[27] Selon Nadine Fresco, *op. cit.*, pp. 12-14, un autre historien du socialisme fort connu, Maurice Dommanget, spécialiste de Babeuf et de Blanqui, faisait lui-aussi régulièrement l'éloge des livres de Rassinier, notamment dans la revue *L'Ecole émancipée*. S'il est bien difficile d'expliquer l'aveuglement de certains libertaire vis-à-vis de Rassinier, le mystère s'épaissit encore pour des historiens consacrés.

[28] Selon Florent Brayard, *op. cit.*, p. 374.

dire à réglementer l'idée commune de la liberté ». Ce refus implique notamment le rejet de tout système de vote. Par ailleurs l'AOA considère que la lutte des classes « est à présent dépassée ». Pour l'AOA, l'ennemi c'est la hiérarchie, « y compris la hiérarchie des valeurs et la soi-disant compétence ». A l'origine, l'AOA regroupait des gens qui avaient été échaudés par les différentes prises de pouvoir qui s'étaient manifestées dans la Fédération anarchiste pendant cette période particulièrement trouble de son histoire. Ils reprochaient aux dirigeants de la FA d'être des bourgeois et surtout des francs-maçons.

Nous ignorons pratiquement tout de l'histoire de l'AOA, qui semble avoir végété jusqu'à nos jours. Ce qui est clair, c'est qu'à un moment donné le réseau ou le collectif (comment appeler un groupe qui refuse toute forme d'organisation ?) s'est transformé en une officine négationniste. A partir de la fin des années quatre-vingt, son périodique *L'Anarchie, journal de l'ordre*, s'est mis à servir à hautes doses à ses lecteurs les thèses de Rassinier et de Faurisson. L'hostilité vis-à-vis des francs-maçons s'est transformée en lutte contre les Juifs et les francs-maçons... le tout enrobé de quelques déclarations de principes anarchistes et de propos plus ou moins délirants sur les malheurs du monde. Par exemple, on trouve sur la première page du n° 214 de *L'Anarchie*, deux éditoriaux aux titres évocateurs. Le premier « Paul Rassinier avait raison » est signé Raymond Beaulaton, le second « Halte au fascisme judéo-capitaliste des Etats-Unis » porte la signature de R.J. Souriant. D'après Georges Fontenis, Beaulaton et Souriant étaient une seule et même personne [29] et ses lumineux articles où l'on lit, par exemple, que les « judéo-capitalistes américains (...) ont créé LEUR racisme en voulant faire accroire qu'ils en étaient eux les victimes » seront les derniers qu'il écrira, puisqu'il est décédé le mois même de leur publication (octobre 1994).

Il reste à comprendre comment Beaulaton, ce cheminot « fils et petit-fils de militants socialistes... qui fonda le 12 juillet 1940 l'un des premiers groupes de « résistance antinazi » de l'Ouest... fondateur de la CNT française en 1947... Membre de la Fédération anarchiste dès la reconstitution en 1944... » [30] et bien sûr membre fondateur de l'AOA a pu connaître une telle dérive. La réponse se trouve peut-être du côté de *L'Homme libre* de Saint-Etienne qui avec d'autres feuilles telles que *Libre examen* de Didier Pomares (Perpignan), *Kontestation anarchiste* (Caen) ou *C'est un rêve* (Marseille), appartient au même réseau « anarcho-fasciste ». Nous ne reviendrons pas sur le contenu de ce trimestriel particulièrement répugnant dont nous avions déjà parlé en 1995 dans *L'Affranchi* n° 10. Mais il n'est pas inutile de savoir que la dérive fasciste et antisémite de *L'Homme libre* qui date de 1967-1968 est antérieure à celle de *L'Anarchie*. Son directeur, Marcel Renoulet, et Serge Ninn, un des collaborateurs, ont appartenu au mouvement libertaire (et à l'AOA pour Renoulet), mais on ne peut pas en dire autant d'autres plumitifs de ce journal : Robert Dun est un ancien membre de la Waffen SS, quant à Bernard Lanza (qui écrivait aussi parfois dans *L'Anarchie*), il collabore à diverses publications d'extrême-droite et il est considéré comme l'un des théoriciens des Faisceaux nationalistes européens, un groupe qui organise chaque année, le 20 avril, un banquet pour commémorer la naissance d'Adolf Hitler [31].

Le fait d'avoir côtoyé Rassinier a pu favoriser la dérive de quelques vieux anars isolés, enfermés dans leur sectarisme et ayant perdu tout ancrage dans le présent. Mais on peut craindre aussi qu'ils furent bien aidés par quelques authentiques nazis, intéressés à avoir avec eux de ces libertaires providentiels [32] à la Rassinier pour donner un peu de substance et de piquant à leurs discours puants...

De l'affaire Faurisson à *La Guerre sociale*

Les thèses de Rassinier refont surface à la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt, à la suite de ce qu'on a appelé l'« affaire Faurisson ».

En 1978, Faurisson publie dans le journal *Le Monde*, un texte intitulé *Le*

[29] Georges Fontenis, *L'autre communisme*, *op. cit.* p. 385.

[30] Selon la rubrique qui lui est consacrée dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, J. Maitron dir., Paris, éditions ouvrières, 1982.

[31] Voir Tierry Maricourt, *Les nouvelles passerelles de l'extrême-droite*, Levallois, Manya, 1993, pp. 117-121. Du même, *Les curieux appuis libertaires du nihilisme brun*, in *Négationnistes : les chiffonniers de l'histoire*, *op. cit.*, pp. 141 et s.

[32] Nous craignons qu'il faille compter parmi ceux-ci Felix Alvarez Ferreras, directeur de *Cenit*, publication réalisée en France par d'anciens exilés de la CNT d'Espagne, qui fait de temps à autre de la publicité pour *L'Homme libre*. Voir *Cenit* n° 723 du 7 avril 98 et n° 763 du 9 février 99. *L'Homme libre* n° 155, avril-juin 98, ayant publié une note nécrologique pour la compagne d'Alvarez Ferreras, on peut imaginer que ses rédacteurs aient exploité son désarroi... Mais cela montre aussi que les fascistes sont très habiles pour pénétrer et utiliser les institutions déclinantes.

problème des « chambres à gaz » ou la « rumeur d'Auschwitz ». Des historiens vont répondre à cet article par une déclaration [33] dans laquelle ils écrivent qu'il ne saurait y avoir de débat sur l'existence des chambres à gaz. A partir de là, deux camps vont apparaître mettant face à face ceux qui soutiennent Faurisson et ceux qui s'y opposent. Le front du soutien n'est pas uni et va de ceux qui partagent les idées de Faurisson à ceux qui défendent uniquement son droit à les exprimer, en passant par la position intermédiaire de ceux qui se disent « troublés » par ses thèses. Ce front n'est pas, non plus, idéologiquement uniforme. Aux côtés des négationnistes d'extrême-droite de toujours qui travaillent à réhabiliter le régime national-socialiste allemand, se trouvent des individus classés à gauche. C'est le cas de Noam Chomsky, sommité

universitaire américaine, proche des idées libertaires, qui manifeste un soutien de principe au nom de la liberté d'expression. Après quoi, un de ses textes va servir de préface à un livre de Faurisson [34]. Nous ne nous arrêterons pas sur les péripéties qui émailleront cette affaire dans l'affaire [35]. Remarquons juste qu'à cette occasion Chomsky s'est avéré fort utile aux négationnistes, surtout médiatiquement, démontrant la capacité de ces derniers à faire feu de tout bois lorsqu'il s'agit de faire parler d'eux-mêmes et de leurs idées.

A la même époque, un soutien autrement plus prononcé aux thèses négationnistes va se manifester dans certains milieux révolutionnaires parisiens, notamment autour de Pierre Guillaume. Ce personnage qui tire prestige de son rôle d'ancien animateur de la librairie La Vieille Taupe (1965 à 1973), alors point de ralliement de tout un courant ultra-gauche [36], va amener cette question au premier plan des préoccupations d'une partie de ce milieu [37].

Au départ, Guillaume couvre son action du paravent révolutionnaire, mais à partir du milieu des années quatre-vingt, le soutien et la promotion active des idées négationnistes, côte à côte avec des néo-nazis, deviendront sa principale occupation éditoriale et militante avec, par exemple, la publication du livre de Roger Garaudy *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne*. Peu de ses anciens amis le suivront jusque là. Néanmoins, l'intérêt pour le négationnisme aura occupé pendant plusieurs années certains groupes et individus du milieu ultra-gauche.

Les gens dont nous allons parler maintenant ne sont pas devenus des néo-nazis, mais ils ont trouvés dans les idées négationnistes un renfort inespéré pour valider leur vision de l'histoire de la seconde guerre mondiale. « C'est la revue *La Guerre sociale* qui porta le débat dans toute l'ultra-gauche » [38], par la publication de textes comme *De l'exploitation dans les camps de concentration à l'exploitation des camps*, daté de juin 1979. Dans *La Guerre sociale*, on étale complaisamment les thèses de Rassinier minimisant l'ampleur du génocide (il avançait le chiffre d'un million et

[33] *Le Monde*, 21 février 1979.

[34] *Mémoire en défense contre ceux qui m'accusent de falsifier l'histoire. La question juive des chambres à gaz*, Paris, La Vieille Taupe, 1980.

[35] Sur ce sujet, voir l'appendice *De Faurisson et de Chomsky* qu'y consacre Pierre Vidal-Naquet dans son livre *Un Eichmann de Papier* in *Les Juifs, la mémoire et le présent*, Esprit, 1981 et les *Réponses inédites à mes détracteurs parisiens* de Noam Chomsky, Paris, Spartakus, 1984.

[36] Au départ, se trouvent rassemblés sous ce nom des organisations se réclamant de la Gauche italienne bordiguiste et du Conseillisme, mouvement marxiste anti-autoritaire, issu du socialisme allemand des années vingt représenté par Rosa Luxembourg, P. Mattick, Pannekoek, etc., qui préconisent le pouvoir des conseils ouvriers. Aujourd'hui, on a tendance à classer sous cette appellation toute une galaxie de groupes radicaux puisant dans cette tradition, mais aussi influencés par certains penseurs libertaires (Stirner) ou des mouvements comme l'Internationale situationniste. En gros, il s'agit de tout ce qui est à gauche de l'extrême-gauche et qui n'est pas anarchiste. On ne peut pas réellement parler de courant politique, car les divers groupes dits « ultra-gauche » ne s'apprécient pas forcément entre eux, ni ne se reconnaissent comme faisant partie d'un même ensemble. D'après le *Dictionnaire de l'extrême-gauche de 1945 à nos jours* de Roland Biard, Belfond, 1978.

[37] Cet intérêt pour Rassinier n'est pas nouveau chez Guillaume qui, déjà à la fin des années soixante, dit à qui veut l'entendre tout le bien qu'il pense de cet auteur.

[38] François-Georges Lavacquerie, *L'ultra-gauche dans la tourmente révisionniste* in *Libertaires et ultra-gauche contre le négationnisme*, Paris, Reflex, 1996.

demi de morts juifs) et on nie la volonté nazie d'extermination des Juifs, parce que cela rend crédible une théorie qui affirme que la guerre de 1939-1945 avait pour objectif de résoudre les contradictions du capitalisme et que le fascisme était l'arme de la bourgeoisie pour soumettre le prolétariat.

Ces théories essaient de faire « entrer » les événements de 1939-1945 dans un schéma marxiste. Elles ne sont pas nouvelles et hantent une partie de la gauche communiste au moins depuis la publication en 1960 du texte bordiguiste [39] *Auschwitz ou le grand alibi*. Dans ce texte fondateur, on trouve la base théorique à laquelle les « révisionnistes de gauche » vont intégrer les thèses négationnistes.

La Guerre sociale reprend à son compte des passages entiers du texte bordiguiste, lorsqu'il s'agit de présenter son explication du génocide des Juifs. On y lit : « la petite bourgeoisie a « inventé » l'antisémitisme. Non pas tant, comme disent les métaphysiciens, pour expliquer les malheurs qui la frappaient, que pour tenter de s'en préserver en les concentrant sur un de ses groupes. A l'horrible pression économique, à la menace de destruction diffuse qui rendaient incertaine l'existence de chacun de ses membres, la petite bourgeoisie a réagi en sacrifiant une de ses parties, espérant ainsi sauver et assurer l'existence des autres. L'antisémitisme ne provient pas plus d'un plan « machiavélique » que d'« idées perverses » : il résulte directement de la contrainte économique. La haine des Juifs, loin d'être la raison *a priori* de leur destruction, n'est que l'expression de ce désir de délimiter et de concentrer sur eux la destruction » [40]. Si on suit ce raisonnement, considérer l'anéantissement de la population juive comme le résultat d'« une volonté consciente, d'une préméditation et même d'une programmation, c'est renverser la réalité » [41]. Pour les auteurs de cet article, l'Etat nazi n'était que le « simple gestionnaire du capital ». Dans cette perspective, les prétendues « découvertes » sur les chambres à gaz de Rassinier et de Faurisson apportaient la « preuve » de la non-spécificité de l'État nazi et permettaient aux « théoriciens » de *La Guerre sociale* de déduire que les démocraties ne sont pas très différentes du régime nazi.

Dans cette affaire, l'ultra-gauche n'a pas « travaillé », à la façon de Rassinier ou de Faurisson, sur la question du génocide et des chambres à gaz. Elle s'est contentée d'utiliser les travaux de ces derniers. Ce n'est pas la négation du génocide en tant que tel, qui semble avoir intéressé ces prétendus « révolutionnaires de gauche » en priorité. Mais le fait que cette négation permettait de fabriquer une « réalité » qui s'accordait avec leur théorie. Ce qui est surprenant, c'est que ceux-ci aient montré un pareil enthousiasme à s'emparer d'une thèse dont ils savaient qu'elle était l'un des chevaux de bataille de l'extrême-droite française : ils savaient que les écrits de Rassinier avaient été publiés par des éditeurs d'extrême-droite. Avec leur « astuce » coutumière, ils déclarent, dans *De l'exploitation...* que ceux qui tirent argument de ce fait « sont ceux qui auraient voulu qu'il ne soit jamais publié ». Ils manifesteront la même complaisance à l'égard de Faurisson et de ses amis nazis.

Le « résultat » obtenu par *La Guerre sociale* n'a pas été de ruiner la « version officielle » de la seconde guerre mondiale, comme ils l'imaginaient, mais de sortir les idées négationnistes du ghetto des nostalgiques du Troisième Reich, pour les offrir à un nouveau public, tout en apportant une caution « gauchiste ». Si, au départ, le public n'est que de quelques dizaines de personnes, le relais assuré par les médias (*Le Monde*, *Libération*, *Golias*, etc.), attirés par le « scoop » que constitue cette variante négationniste de gauche, va largement élargir cette audience via un beau succès de scandale qui est, aujourd'hui encore, exploité par les négationnistes, notamment sur leurs sites Internet. Dans toute cette opération, ces derniers, et plus largement l'extrême-droite dans son entier, sont les seuls qui retirent de véritables bénéfices : leurs théories ont été propulsées sur le devant de la scène et ont permis de semer la confusion dans les rangs de l'extrême-gauche.

[39] Tendance bordiguiste ou Gauche italienne : « tendance marxiste se référant aux thèses d'Amadeo Bordiga ». Ce dernier fut le chef de file d'une fraction minoritaire au sein du Parti socialiste italien, puis du Parti communiste italien. Pour lui, le « Programme communiste » dont est dépositaire le Parti, a été élaboré une fois pour toutes par Marx dans le *Manifeste*. Sa dénonciation de la mainmise de l'Internationale Communiste sur les partis communistes européen et son soutien à Trotski en 1930, lui vaudront d'être exclu de l'Internationale et du Parti. Malgré le retrait politique de Bordiga jusqu'en 1945, un courant bordiguiste important va se développer dans de nombreux pays entre les deux guerres. « Figée sur des positions immuables, [...] la gauche italienne attend des masses la reformation du Parti Communiste authentique ». D'après le *Dictionnaire de l'extrême-gauche de 1945 à nos jours* de Roland Biard, Belfond, 1978. Les citations sont extraites de ce livre.

[40] *De l'exploitation dans les camp de concentration à l'exploitation des camps*, *op. cit.*

[41] *De l'exploitation dans les camp de concentration à l'exploitation des camps*, *op. cit.*

Libertaires et ultra-gauche... ou quand Reflex sème la confusion

En 1996, Reflex, maison d'édition antifasciste radicale, publie *Libertaires et ultra-gauche contre le négationnisme*. Ce livre va relancer la polémique. Selon ce qu'on peut lire dans sa postface, il se propose de « comprendre ce qui a entraîné, à la fin des années soixante-dix, d'autres camarades à sombrer dans le négationnisme et l'antisémitisme plus ou moins avoués [...] pour porter la critique à la racine des conceptions politiques et théoriques de cette dérive » [42]. A l'examen, l'ouvrage pose plusieurs problèmes au lecteur. Tout d'abord, son titre n'a pas grand chose à voir avec son contenu. En fait, le livre est, pour l'essentiel, une entreprise de justification réalisée par deux personnes mises en cause pour leur participation à *La Guerre sociale* et à une autre revue intitulée *La Banquise*. Ces personnes signent deux des trois textes du recueil : Serge Quadruppani est l'auteur de *Quelques éclaircissements sur La Banquise* et Gilles Dauvé, celui de *Bilan et Contre-Bilan*. Ces textes se veulent une critique du « schématisme marxeux », dont nous avons vu un échantillon avec le texte *De l'exploitation dans les camps de concentration à l'exploitation des camps*, qui devait conduire des « ultra-gauche » à embrasser les thèses négationnistes. Mais cette critique ne va pas sans de graves contradictions, omissions et demi-vérités dans les propos tenus et sur le rôle de ces auteurs dans cette dérive.

Quand Serge Quadruppani parle de sa rupture avec *La Guerre sociale* dès 1980, il ne dit pas qu'en 1979, lors de la publication dans le n° 3 de l'article *De l'exploitation...* il en faisait encore partie et ne semblait pas marquer de désaccord concernant l'intérêt puissant et nullement critique de la revue pour les thèses de Faurisson [43]. Il précise qu'alors, il n'avait pas lu Rassinier. Faut-il croire qu'il ne savait pas de quoi parlait le texte publié par la revue dont il était un des principaux animateurs ? N'avait-il pas lu les passages de *De l'exploitation...* faisant état de la « rumeur des chambres à gaz [qui] se développe à l'intérieur des camps de concentration » ? Ignorait-il qu'à la question : « Pourquoi tant [de juifs] sont morts ? », la *Guerre sociale* répondait : « parce qu'ils ont péri de faim, de mauvais traitements, et aussi parce qu'on les a exécutés. Mais les preuves d'un massacre délibéré sont plus que sujettes à caution ».

Concernant *La Banquise*, Quadruppani se félicite que ses rédacteurs aient été « parmi les premiers, dans le micro-milieu « ultra-gauche » à [s'] être opposés à la dérive négationniste ». Est-ce à dire que toute l'ultra-gauche était « contaminée » ? Certainement pas : Jacques Baynac, un des créateurs de la première Vieille Taupe, qu'il quitta dès 1969 pour désaccord avec Guillaume, dénonce « « la camelote nazie » d'une certaine ultra-gauche dans *Libération* du 25 octobre 1980 » [44].

Sur la Banquise

Le premier numéro de *La Banquise* date de 1983. Il est vrai que le propos de cette revue s'éloigne lentement de celui de *La Guerre sociale*. Ainsi, on n'y présente plus les idées de Rassinier, reprises par Faurisson, comme de grandes découvertes révolutionnaires. On reconnaît qu'« il y a eu massacre d'un grand nombre de Juifs parce que Juifs » et, « après avoir [enfin ? ndlr] examiné de plus près le travail scientifique de Faurisson », on n'est « plus si sûrs » de l'exactitude de l'affirmation de Faurisson : « Hitler n'a[it] jamais ordonné l'exécution d'un seul Juif par le seul fait qu'il fût Juif » [45]. Mais la rupture n'est pas nette et la fausse question des chambres à gaz continue d'être servie par les rédacteurs de la revue : « que les chambres à gaz aient eu ou non une existence concrète nous importe peu. Elles existent aujourd'hui, comme elles ont existé au minimum pour les déportés, c'est-à-dire comme image issue d'une horrible réalité ». Sur ce point précis, *La Banquise* tente de régler le problème en l'évitant : selon ses rédacteurs, le mode d'élimination ne compte pas, car il ne change rien à une horreur telle qu'elle a pu « au minimum » créer une image qui s'est imposée « avec tant de force à tant de gens ».

42 *Table rase de la confusion*, in *Libertaires et ultra-gauche...*, *op. cit.*

43 Comme l'atteste un texte interne à *La Guerre sociale*, publié dans *La Banquise*, n° 2, 1983.

44 Cité par Didier Daeninckx, *Le Jeune Poulpe contre la vieille taupe*, Paris, Bérénice, 1997.

45 Cité dans *Le Roman de nos origines*, in *La Banquise*, n° 2, 1983.

Quadruppani parle maintenant, à ce propos, d'un « manque de compréhension historique » qui les a conduit à passer à côté du fait « que l'aspect froidement technique et administratif des chambres à gaz introduisait une nouveauté radicale ». Parler d'aveuglement et de mensonge serait plus exact. Il met cette « erreur » sur le compte du « mauvais usage de deux bons principes : la méfiance à l'égard des experts officiels et la confiance accordée aux amis (en l'occurrence, P. Guillaume) ». Outre le fait que l'on peut se demander à quoi peuvent servir de « bons principes » dont on peut faire un usage aussi désastreux, cela excuse-t-il d'avoir ignoré des faits historiques connus et d'avoir attaché de l'importance aux conclusions de « l'expert non-officiel », qu'était Faurisson ? En fait, Quadruppani estime qu'il aurait suffit dans *La Banquise* « d'un paragraphe pour dire que Faurisson était un hurluberlu dangereux qui développait une argumentation antisémite [et] l'affaire aurait été réglée ». Mais visiblement, il était loin de penser cela, à l'époque. En effet, Faurisson le passionnait encore tant, qu'il ira jusqu'à publier des pages entières des lettres inédites de celui-ci dans son livre *Catalogue du prêt à penser depuis 68* [46] en annexe à un texte consacré aux idées du personnage.

Quadruppani explique cette « rupture molle » par le fait qu'à *La Banquise* « on prenait [...] son temps pour traiter de toutes sortes de questions, en utilisant le savoir de spécialistes ». Pourtant, tout dans leur attitude de l'époque montre qu'ils ont méprisé le savoir des historiens. D'ailleurs, Quadruppani se contredit dans la suite du texte, lorsqu'il reconnaît qu'un « effort documentaire minime [leur] aurait montré ce qu['ils ont] depuis pris le temps de vérifier, à savoir que sur ce sujet-là comme sur le reste, Faurisson est un faussaire ». Quant à ce qui est de « prendre son temps », Quadruppani et son équipe l'ont visiblement largement pris puisque les cinq années écoulées entre le début de l'affaire Faurisson en 1978 et le numéro 2 de *La Banquise* de 1983 ne leur ont pas suffit pour trouver une vérité connue de tous !

Du génocide... à la sécurité sociale

QUAND Dauvé revient en 1996, dans *Bilan, contre-bilan,* sur le texte bordiguiste *Auschwitz ou le grand alibi* — dont nous avons vu le rôle dans la constitution de la théorie que va développer *La Guerre sociale* sur la seconde guerre mondiale — il ne défend plus ce texte qu'il estime « borné », mais il refuse d'y voir « l'origine des dérives négationnistes ultra-gauches », car, écrit-il, ce texte « ne nie nullement l'antisémitisme systématique des nazis ». C'est une façon de jouer sur les mots. En effet, ce texte explique l'extermination des Juifs par la volonté de la petite bourgeoisie allemande — menacée de disparition à cause de la crise économique et de la concentration du capital — de se sauver en supprimant la petite bourgeoisie juive. Alors, « La haine des juifs, loin d'être la raison *a priori* de leur destruction, n'est que l'expression [du] désir de délimiter et de concentrer sur eux la destruction ». Dans ce schéma, les nazis ne sont plus que les exécutants d'une nécessité historique résultant « directement de la contrainte économique » et les Juifs ne sont pas exterminés parce que Juifs. On voit que si cette conception n'est pas négationniste, elle prépare bien le terrain au discours faurissonien sur les chambres à gaz, en niant l'importance de l'antisémitisme dans l'idéologie nationale-socialiste et la volonté nazie d'extermination des Juifs.

Il est, par ailleurs, assez cocasse de voir Dauvé railler « les bordiguistes [qui] ont brodé pendant des dizaines d'années » sur ce thème, alors que lui-même a publié *Auschwitz...* au début des années septante dans son bulletin *Le Mouvement communiste* et que l'influence de ce texte est encore massivement présente dans la prétendue réflexion qu'il mènera, avec Quadruppani, dans *La Banquise.* En atteste la formule de l'article *L'Horreur est humaine* : « Mis en fiches et cartes par la Sécurité sociale et tous les organismes étatiques et para-étatiques, l'homme moderne juge particulièrement barbare le numéro tatoué sur le bras des déportés. Il est

[46] Paris, Balland, 1983.

pourtant plus facile de s'arracher un lambeau de peau que de détruire un ordinateur » [47] qui rappelle directement le passage suivant extrait d'*Auschwitz ou le grand alibi* : « Si on montre les abat-jour en peau d'homme, c'est pour faire oublier que le capitalisme a transformé l'homme vivant en abat-jour. Les montagnes de cheveux, les dents en or, le corps de l'homme mort devenu marchandise doivent faire oublier que le capitalisme a fait de l'homme vivant une marchandise ».

Concernant *L'Horreur est humaine*, Quadruppani reconnaît que cet article « peut choquer » par son « arrogance et [son] goût polémique ». C'est un peu court pour le passage que nous venons de citer. La comparaison est hallucinante : comment peut-on comparer l'horreur infligée aux Juifs à l'attribution d'un numéro de sécurité sociale ? Le tatouage d'un numéro sur le bras des Juifs faisait partie d'un processus devant conduire à leur élimination physique, ce qui n'est pas le cas pour l'assuré social ! Tenter d'excuser ces propos au nom d'un mauvais goût « si présent en milieu radical » n'est pas acceptable ; pas plus que de les justifier, comme le fait Quadruppani, en prétendant qu'il s'agissait, à l'époque, de nier « qu'il puisse y avoir une horreur absolue, plus horrible que toutes les autres » [48]. Ce n'est pas du tout le sens de ce passage qui empêche toute définition de ce qu'est une horreur en classant sous ce terme des choses totalement différentes. A la fin, on en arrive à la conclusion délirante que tout se vaut, la condition des Juifs victimes du génocide et celle de l'assuré social, au prétexte que tout le mal est dans le capitalisme.

La vérité n'est pas au rendez-vous

On le voit, sur des points essentiels, la vérité est loin d'être au rendez-vous. A la place de réelles explications, sont présentées des excuses censées diminuer les responsabilités, comme ce désir de choquer, d'être infréquentable, dont nous venons de parler et qui revient sous la plume de tous les auteurs du livre *Libertaires et ultra-gauche contre le négationnisme*. C'est là-dessus que Gilles Perrault base sa préface de l'ouvrage en relevant que « l'ultra-gauche ne brille pas toujours par le bon goût » et possède « l'amour du paradoxe propre aux minorités infimes ». De plus, Perrault minimise l'importance de « la formule choc, sinon chic » au prétexte qu'elle « n'épatera que les cinq cents lecteurs d'une publication aussi éphémère que confidentielle ». Quadruppani insiste, lui aussi, sur « la diffusion extrêmement confidentielle » de sa revue, *La Banquise*.

En gros, on nous laisse entendre qu'au fond tout ce qui pouvait bien s'écrire dans ces revues n'est pas vraiment à prendre au pied de la lettre, ni trop au sérieux, venant d'un milieu où la « place [tenue par] l'amitié, le goût des farces de potache et les beuveries [est] énorme » [49]. Lavacquerie — le troisième auteur de *Libertaires et ultra-gauche...* — souligne un laisser-aller de rigueur dans des groupes dont « l'activité révisionniste [...] se résumait à 2 % de théorie et 98 % de conversations de bistrots et de querelles sémantiques ». Comme si cela ne suffisait pas, ce dernier n'hésite pas à parler d'« une grande niaiserie » chez ces « radicaux, tributaires de leurs schémas mécanistes et hyper rationalistes [qui] écrivirent tant de bêtises dogmatiques sur la question des camps ». Voilà brossé un portrait peu reluisant de l'ultra-gauche par certains de ses membres-mêmes. Ce qui ne les empêche nullement, après s'être employés à se disqualifier de pareille manière, d'affirmer, comme Quadruppani le fait crânement, avoir « sur l'essentiel [...] vu juste » !

De même, l'« avocat de la défense » Lavacquerie invite à la lecture de « l'article passionnant de *La Banquise* n° 2 qui explique très bien la genèse de l'embrouille », alors que nous avons vu quel pénible exercice de désembourbement était cet article. Il faut dire qu'à son tour, Lavacquerie n'hésite pas à présenter, dans le corps même de son plaidoyer, des théories catégoriques frappées au coin de l'approximation. En effet, il renvoie dos à dos « les révisionnistes et les tenants de la Shoah Business » qui ont « réussi à faire de cette question une question maudite et sont les piliers d'une idéo-

47 *La Banquise*, n° 1, 1983.
48 *Libertaires et ultra-gauche contre le négationnisme*, op. cit.
49 François-Georges Lavacquerie, *L'Ultra-gauche dans la tourmente révisionniste*, in *Libertaires et ultra-gauche...*, *op. cit.*

logie biface où il faut croire au mensonge juif ou à l'antisémitisme naturel des goyim ». Peut-on accepter de voir présentés comme les deux faces d'une même idéologie la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) et les négationnistes ? Certainement pas, parce que l'action des premiers, quoi qu'on puisse en penser, se base sur le génocide réel des Juifs, alors que celle des seconds s'appuie sur un mensonge absolu. De toute façon, on voit mal ce que vient faire ce procès à la LICRA — accusée d'une « attitude totalitaire » qui permettrait aux négationnistes « de prétendre qu'on les persécute » — dans un texte censé éclaircir les raisons de la dérive négationniste d'une partie de l'ultra-gauche. Comme on peut rester pensif devant le besoin de parler à propos de l'action de la LICRA « de véritable détournement de cadavres ».

Ce livre a entraîné une vive polémique et cela n'est guère étonnant après la brève analyse que nous venons d'en faire. En effet, cet ouvrage n'est ni rigoureux, ni précis, ni très honnête. Sous un titre qui entraîne dans la sombre affaire du négationnisme ni plus ni moins que deux courants politiques, on ne découvre que les explications tordues d'individus qui essayent de solder un passé bien encombrant, sans vraiment tout liquider. A ce petit jeu, Gilles Dauvé est carrément sidérant et présente un étrange cas de dédoublement de la personnalité. Tout au long de son *Bilan, contre-bilan*, il stigmatise l'attitude de « ces curieux révolutionnaires » qui « se voulaient détenteurs d'une vérité enfin utile » et soutenaient un Faurisson « dont il n'est nul besoin d'être chasseur de nazi professionnel pour discerner l'antisémitisme flagrant », sans jamais dire qu'il a été un de ces « révolutionnaires » et qu'il a soutenu Faurisson !

Au fond, que ces deux personnages aient été peu ou prou et plus ou moins longtemps révisionnistes n'intéresse certainement pas tous les lecteurs qui, comme nous, ont fait l'acquisition de ce livre à cause de son titre. Si ces deux-là se retrouvent sous les feux de la rampe, c'est qu'ils s'y sont eux-mêmes placés. Ce qui surprend le plus c'est que Reflex, groupe anti-fasciste radical, se soit fait l'éditeur d'un livre leur donnant la parole sur un sujet aussi brûlant, sans autres précautions : vérifications des dires, avertissement au lecteur, éléments pour comprendre une affaire déjà datée [50]. De plus, il aurait fallu faire un choix : soit donner l'occasion à Quadruppani et Dauvé d'une véritable autocritique, soit présenter le point de vue des libertaires et de l'ultra-gauche sur le sujet, qui est, rappelons-le tout de même ! pour l'essentiel d'entre-eux, de s'être toujours opposés au délire négationniste.

L'opinion de Louis Janover

LOUIS Janover a écrit un livre, *Nuit et brouillard du négationnisme*, pour rappeler que l'ultra-gauche, à laquelle il se rattache, ne s'est jamais compromise avec des idées d'extrême-droite, dans lequel il regrette que « deux suspects n'aient pas hésité pour se défendre à faire croire que tout le milieu avait été contaminé avec eux ». Pour lui, des « petits malins » en mauvaise posture n'ont pas hésité, pour s'en sortir, à mettre tout le monde dans le bain. En l'occurrence, Reflex aurait été l'instrument idéal, à cause de son label antifascite, avec la publication d'un livre se situant « au cœur [d'un] dispositif d'autojustification ».

On peut le suivre lorsqu'il écrit que l'ultra-gauche tentée par le négationnisme, constituée de « rescapés du gauchisme soixante-huitard » et du « VRP gauchiste de la Vieille Taupe », n'est pas la même que la « mouvance ultra-gauche traditionnelle » qui a toujours été antifasciste. Toutefois, il n'existe pas, à notre connaissance, de réelle frontière entre les deux. En témoigne, le tract *Les ennemis de nos ennemis ne sont pas forcément nos amis* [51], que Janover signait, en 1992, avec deux des auteurs des textes du livre *Libertaires et ultra-gauche...* leur servant avec les autres signataires « de caution ». Ne serait-ce qu'à cause de cela, Janover ne devrait pas considérer, comme il le fait, « dérisoire » les textes incriminés et parler à leur sujet de « palimpsestes depuis longtemps racornis ou même tombés en poussière », et il devrait saisir cette occasion pour s'interroger sur « les faiblesses propres au milieu ultra-gauche », évoquées, ironie ! dans le

50 En effet, l'énorme partie des lecteurs — pensons aux jeunes ou aux provinciaux — se retrouvent devant un livre qui parle de revues qu'ils ne pouvaient avoir lu et qu'ils ne pouvaient quasiment pas se procurer.

51 Tract qui marquait un refus net du négationnisme jugé comme « *une extravagante variante d'antisémitisme* ».

tract *Les ennemis...* qui utilisait justement ces faiblesses pour couvrir les écrits passés de certains des signataires !

Janover préfère constater « l'effet dévastateur de cette polémique » sur les milieux libertaires et ultra-gauche. Car, dit-il, ce cafouillage est une merveilleuse occasion donnée aux « démocrates bien-pensants » de laisser entendre que toute critique de la démocratie parlementaire et de l'antifascisme est suspecte, comme, donc, toute pensée libertaire et ultra-gauche porteuse de cette critique. Sans cela, il n'y aurait eu, selon lui, « aucune raison de s'attarder sur ce mauvais polar ». L'exploitation qui a été faite de cette affaire, par exemple complaisamment étalée dans *Le Monde*, est réelle. Mais le « mauvais polar » dont parle Janover a bien été « écrit » par un milieu incapable de repérer et de régler lui-même ses problèmes.

Dans ce « procès » fait à l'ultra-gauche, Janover prête le rôle d'accusateur à l'écrivain de roman policier Didier Daeninckx, qui a consacré plusieurs ouvrages à ce sujet.

L'intervention de Didier Daeninckx

C'EST tout d'abord, en tant qu'écrivain de polars que Daeninckx va intervenir en se renseignant sur Dauvé, à la demande du directeur de la collection *Le Poulpe*, à qui un manuscrit de celui-ci avait été donné par Quadruppani pour publication. Son « enquête » l'a amené à découvrir les éléments démontrant les activités révisionnistes de Dauvé, et conséquemment de Quadruppani, et à souligner l'ambiguïté de leurs explications récentes et leurs omissions. Toute cette affaire va agiter les milieux antifascistes et le milieu du polar (Quadruppani est aussi auteur de polars). Dés lors, cette histoire prendra une dimension « microcosmique » avec rumeurs, lettres « privées » largement rendues publiques, pétitions lancées pour soutenir Quadruppani, menaces de cassage de gueule à l'endroit de Daeninckx, etc.

Certains vont refuser à Daeninckx le droit de s'exprimer sur ce sujet, au prétexte qu'un ex-membre du Parti communiste français, toujours sympathisant, n'aurait de leçon à donner à personne ; il se verra accuser de mener un procès stalinien. On peut certes se poser des questions sur les motivations et la légitimité de Daeninckx à jouer le rôle de « justicier » qui est le sien dans cette affaire, mais cela n'annule pas la véracité de l'essentiel de ses affirmations qui sont accablantes pour les auteurs de *Libertaires et ultra-gauche...* Ceci dit, les livres de Daeninckx ne sont pas sans défauts. Ainsi, s'il s'est livré à un travail ultra-détaillé concernant les personnalités de Dauvé et Quadruppani, il ne s'est guère exprimé sur le sens à donner à leur dérive révisionniste. On perçoit pourtant la thèse de Daeninckx qui est que l'ultra-gauche abriterait des fascistes en son sein, des gens qui auraient tout intérêt à semer la confusion. Mais cela n'est jamais clairement dit, ni prouvé : Daeninckx laisse entendre plus qu'il n'affirme. De plus Daeninckx, dans sa démonstration, fait mention de documents qui n'ont pas été publiés, comme par exemple des brouillons de textes, pour porter certaines de ses accusations. Son action est apparue comme une sorte de croisade qui prenait, parfois, une drôle d'allure. Ainsi, dans le livre collectif, *Négationnistes : les chiffonniers de l'histoire*, qu'il a dirigé, on trouve un texte ébouriffant du directeur de la revue catholique Golias dont l'article *La Bête et son nombre* tente de démontrer une sorte de sous-bassement satanique au négationnisme au prétexte, entre autres, que certains négationnistes ou supposés tels « écrivent le mot Dieu avec une minuscule « pour rabaisser le caquet de l'Enflure céleste ».

L'antifascisme dans la tourmente

DANS toute cette affaire, Didier Daeninckx n'est pas un enquêteur neutre, à la fois à cause de sa profession d'écrivain et de son appartenance politique. Louis Janover voit en lui un de ces antifascistes « bien-pensants » représentant du « nouveau discours consensuel fondé sur le devoir de mémoire antifasciste » [52] et dans son action une volonté de faire place nette de tout antifascisme s'inscrivant

[52] Louis Janover, *Nuit et brouillard du négationnisme*, Paris, Paris-Méditerranée, 1996.

dans une remise en cause générale de la société. Cette hypothèse n'est pas absurde. Depuis l'émergence du Front national, la question de l'antifascisme en France est venue, à point nommé, boucher les trous de l'idéologie d'une gauche singulièrement épuisée. L'épouvantail frontiste a été très utile pour faire avaler de nombreuses couleuvres au « peuple de gauche » français (répression contre les sans-papiers, politiques sécuritaires, etc.) et aider une gauche en déroute à se définir, même si c'est en « négatif ». Cette affaire du négationnisme de gauche prend donc place dans le contexte plus large de l'antifascisme français et doit aussi être comprise comme un moyen dans les combats qui s'y mènent. Rien d'étonnant à ce que Daeninckx, très proche du parti communiste et membre éminent de Ras l'front, s'y trouve mêlé. D'ailleurs il a, dans le fil de cette affaire, fait paraître un plaidoyer pour la loi Gayssot [53] qui punit les écrits et les propos racistes. Cet antifascisme qui s'impose par la loi est celui qui est prôné par le parti communiste français, dont fait partie Jean-Claude Gayssot, initiateur de la loi qui porte son nom.

Mais il faut croire que Daeninckx est aussi animé par une réelle volonté de dénicher la vérité derrière des apparences parfois trompeuses. Pour preuve, on doit relever qu'il s'efforce aussi de mettre à jour le rôle joué par des personnes censées appartenir au même camp que lui. C'est le cas de l'écrivain Gilles Perrault auquel Daeninckx s'est intéressé après qu'il ait préfacé *Libertaires et ultra-gauche contre le négationnisme*. Cela l'a amené à porter de très graves accusations contre Perrault, regroupées dans Le *Goût de la vérité : réponse à Gilles Perrault* [54]. Le contenu de ce livre n'est certes pas fait pour cimenter le bloc des antifascistes « bon teint », alors qu'il sépare, pour longtemps, Daeninckx et Perrault qui étaient amis jusque là — le premier admirant même grandement le second —, naviguaient dans les mêmes eaux politiques [55], et se côtoyaient à Ras l'front. La frontière séparant deux antifascismes, l'un radical, l'autre « démocratique », n'est pas la seule, et elle n'est pas non plus tout à fait rectiligne. En témoigne le rôle joué par Gilles Perrault qui se retrouve préfacier du livre édité par Reflex, alors qu'il personnifie, comme le dit Janover, « la quintessence de l'idéologie flexible de l'intelligentsia de gauche ». Est-ce justement cette caution-là que sont allés chercher les auteurs de *Libertaires et ultra-gauche contre le négationnisme*, soudain avides de « respectabilité » ? Perrault espérait-il œuvrer pour son camp en participant, comme le dit Janover, à une entreprise de démolition de la pensée antifasciste révolutionnaire ? Ou ce dernier n'a-t-il jamais abandonné, comme le laisse entendre Daeninckx, ses premiers amours idéologiques d'extrême-droite ?

On le voit, beaucoup de questions restent encore sans réponse. S'il n'est pas possible de maîtriser les interventions extérieures, qu'elles soient le fait d'adversaires politiques ou de provocateurs, on est en droit par contre d'attendre des groupes libertaires, antifascistes… un peu plus de rigueur. Celle-ci passe tout d'abord par l'information — et c'est le sens de ce dossier — mais aussi par une attitude personnelle et collective plus critique vis-à-vis d'un certain nombre de personnalités « vedettes » dont la notoriété ne doit pas remplacer la cohérence et surtout l'honnêteté qu'on est en droit d'attendre de chacune et chacun.

❐

53 Didier Daeninckx, Valère Staraselski, *Au nom de la loi*, Paris, Bérénice, 1998.

54 Dans cet ouvrage, publié par Verdier en 1997, Daeninckx s'attache à éclairer les zones d'ombres de la biographie de Gilles Perrault : sa sympathie pour les idées d'extrême-droite qui le pousseront à s'engager dans les parachutistes pendant la Guerre d'Algérie et dont on trouve traces dans ses premiers livres, ses liens avec les services secrets français qui « alimentent » son œuvre littéraire, etc. Nous ne traiterons pas ici du contenu de ce livre qui ne fait pas directement partie de notre problèmatique.

55 Ils sont tous les deux membres de la Société des Amis de *l'Humanité*, quotidien du Parti communiste français.

Les chômeurs sont toujours en colère.

par JIPE.

En janvier 1998, la France a connu un mouvement de lutte des chômeurs d'une ampleur nationale. Le premier depuis très longtemps. Ce mouvement semble annoncer une situation nouvelle : les prémisses d'une contestation dans ce milieu jusqu'alors relativement silencieux. Le ras-le-bol s'exprime enfin, faut-il encore qu'il trouve les formes adéquates à son expression.

C'EST au moment de Noël 97 que les premiers groupes de chômeurs se sont manifestés à Marseille, bientôt suivis dans d'autres villes, derrière la revendication principale : une prime exceptionnelle pour Noël. C'est bien compréhensible mais le fait a son importance. Depuis des années, la presse et le gouvernement diffusent un discours culpabilisateur qui dit en gros ceci :

1. Nous faisons beaucoup pour les chômeurs mais la crise est trop forte.
2. Parmi les chômeurs, il y a beaucoup de gens qui ne font pas suffisamment d'efforts pour s'adapter au marché du travail, beaucoup profitent du système, tandis que d'autres s'y prennent mal.

La formule des « faux chômeurs » lancée par le ministre socialiste Charasse s'est traduite dans les Agences Nationales Pour l'Emploi (ANPE) par une augmentation des contrôles et une mise à l'index de ceux qui refusent les stages bidons et les sous-emplois du type Contrat Emplois Solidarité (CES), solutions fictives qui permettent de maquiller les chiffres du chômage mais qui ne débouchent jamais sur un emploi et qui, parfois, réduisent les revenus de ceux qui les acceptent. Ce flicage s'est accompagné d'un foisonnement de « méthodes » pour chercher un emploi, changer d'image etc., lancées par les ANPE ou des associations indépendantes qui exploitent le filon et, bien évidemment, par une augmentation des radiations et une régression du système de rétribution. Il faut savoir qu'en 1996, l'UNEDIC, organisme paritaire qui gère les cotisations chômage et dont la présidente était la secrétaire générale de la CFDT (Nicole NOTAT), a fait 17 milliards de bénéfices et que les « partenaires sociaux » qui s'occupent de cette gestion proposaient de les reverser aux entreprises sous formes « d'aides à l'emploi ».

Par ailleurs, la situation est de plus en plus critique. Les 18-25 ans n'ont droit à rien et sont les plus exposés à finir Sans Domicile Fixe (SDF) s'ils n'ont pas de famille pour les aider. Les plus de 40 ans n'ont quasiment aucune chance de retrouver un emploi stable et doivent vivre avec une perspective peu reluisante : le Revenu Minimum d'Insertion (RMI) c'est-à-dire 3000 francs par mois (750 francs suisses), ou bien alors le travail intérimaire et les petits boulots... Il ne faut pas oublier non plus les « petites » retraites qui forment une nouvelle catégorie sociale de miséreux.

La colère actuelle correspond donc à une évolution de la situation : il y a 20 ans on pouvait encore considérer le chômage comme un phénomène ponctuel; aujourd'hui, il apparaît comme une nouvelle situation sociale sans perspective et sans avenir dont on ne s'extrait qu'exceptionnellement. Les emplois d'hier ont tendance à se précariser — dans la fonction publique où ils sont remplacés par des CES et dans le privé au travers du travail intérimaire — ce qui renforce cette réalité. La révolte de l'hiver dernier manifeste plusieurs sentiments : une indignation devant le mensonge permanent qui rejette sur les chômeurs la responsabilité de cette situation dont ils sont les victimes; un désarroi devant une situation subie et sans issue; une rancœur légitime contre les ANPE qui se transforment en institutions de flicage, les boîtes d'intérim qui symbolisent l'esclavage et les politiciens tous pleins de promesses mais qui ne font rien si ce n'est donner toujours plus d'argent à des entreprises qui n'embauchent jamais (l'exemple du Crédit Lyonnais fût un des symboles les plus utilisés durant cette lutte).

On ne peut terminer ce rapide survol sans évoquer un autre facteur important à la compréhension de ce mouvement : l'ampleur du phénomène du chômage en France. Il y a sept millions de précaires, toutes les familles populaires sont touchées, tous les parents s'inquiètent pour l'avenir de leurs enfants, il y a toujours un proche touché par le chômage. Le discours « tous des feignants » ne peut plus passer, car il s'agit d'un problème qui touche directement une majorité de la population. Si l'on ne connaît pas cette donnée, il est difficile d'expliquer l'extraordinaire élan de sympathie dont a bénéficié ce mouvement, 70 % de la population selon les sondages.

Car le mouvement s'est caractérisé par de petits noyaux de chômeurs présents dans la plupart des grandes villes - et certaines plus modestes - et dont les actions furent approuvées et soutenues (au cours des manifestations par exemple) par une grande majorité de la population. Il ne s'agit donc pas d'un mouvement de masse mais on ne peut pas non plus réduire ce qui s'est passé à l'action de quelques militants car, dans chaque ville, des chômeurs se sont organisés, de façon plus ou moins autonome, et ont agi ensemble.

Dans sa forme, le mouvement s'est appuyé sur des actions spectaculaires et non violentes pour obtenir un écho dans les médias. Occupations d'ANPE, d'Assedic, de centres EDF, d'agences d'intérim, de locaux du Crédit Lyonnais, de mairies, de services sociaux, d'administrations comme la DDASS etc. Ce furent les principales activités des chômeurs avec l'organisation de plusieurs manifestations de soutien qui, sans atteindre des records de mobilisation, ont confirmé la popularité du mouvement. Pendant plus d'un mois, cette stratégie médiatique a bien fonctionné et la popularité des chômeurs en lutte ne s'est jamais démentie.

Début février 1998, les instances nationales d'Agir contre le chômage ! (AC !) et de la CGT chômeurs décident de stopper le mouvement jusqu'à une manifestation prévue... le 7 mars ! Autant dire enterrer le mouvement. Dès lors la presse n'a plus relayé les actions et, comme d'habitude, le mouvement s'est liquéfié malgré une forte opposition et un important nombre de villes où les chômeurs n'obéirent pas à ce mot d'ordre et continuèrent la lutte un

bon mois. Le mouvement s'arrête en ayant obtenu seulement une prime exceptionnelle (variant entre 1000 et 4000 francs par personne selon les situations) pour les plus nécessiteux.
En juin dernier, les médias ont commencé à parler de l'éventuelle entrée des « représentants » des chômeurs (AC! et CGT principalement) dans les organismes de gestions des caisses de chômage... Retour d'ascenseur.
Cette fin en eau de boudin, où le gouvernement n'a presque rien lâché, a eu pour conséquence l'apparition d'une contestation de cette gestion de la lutte et l'émergence d'une volonté de prises de décisions plus démocratiques.

Un mouvement de contestation apparaît

Le mouvement des chômeurs a été, en grande partie, spontané et hétérogène et la contestation est difficile a quantifier : était-elle majoritaire? Personne ne peut l'affirmer mais personne ne peut affirmer le contraire. Ce qui est sûr, c'est qu'elle était importante (même au sein d'AC!) et qu'elle a remis beaucoup de choses en questions.
La gestion locale de la lutte fut souvent contestée et parfois renversée. La CGT et AC! ont l'habitude de décider en petit comité des actions et manifestations et de convoquer purement et simplement les gens. Il semble que dans bon nombre d'endroits, cette gestion a été contestée et souvent abolie. C'est le cas de Pau où les chômeurs se sont constitués en assemblée générale.
Il faut souligner la faiblesse de l'infrastructure nationale des organisations présentées par les médias comme « représentatives » et leurs dissensions internes qui ont permis à cette contestation de prendre de l'ampleur plus facilement, de part la variété des situations locales.
Autre fait significatif, lorsque le mouvement est arbitrairement stoppé par AC! et la CGT, il n'est pas effectivement terminé. Jusque là, les deux organisations lancent les appels aux manifestations et fixent les dates : voilà le seul acte de cohésion donné au mouvement national, avec la couverture médiatique. Lorsque ces deux organisations lâchent le morceau, il n'y a plus de manifestations nationales, plus de couverture médiatique mais les chômeurs continuent à se mobiliser et une coordination nationale se réunit à Nantes.

Qui se retrouve dans cette contestation? Des chômeurs bien sûr. Partout en France, le mouvement est composé de petits noyaux qui se réunissent tous les jours. Parmi les chômeurs, on retrouve des militants d'extrême gauche, des déçus des syndicats traditionnels et partis politiques et la mouvance libertaire et anarcho-syndicaliste. Pour caricaturer, on rencontre deux cas de figure : le dynamisme d'une structure locale et le charisme d'un leader permettent à AC! ou à la CGT d'interdire toute contestation dans une ville et tout s'arrête à l'heure et à la date prévue. Ou alors, personne n'a d'emprise prépondérante et, devant la réalité et l'évolution du mouvement, les chômeurs, qui n'ont absolument pas envie d'arrêter en obtenant que des broutilles, commencent à désapprouver le discours et les pratiques de ces organisations et agissent directement avec parfois l'appui de militants en désaccord.

Quelques constats

En apparence, la CGT chômeurs et AC! jouent le même rôle que les syndicats institutionnels dans les mouvements de fonctionnaires, mais ils n'ont qu'un poids médiatique et ne bénéficient pas de structuration nationale. Leur objectif — atteint en partie — est de s'affirmer comme des structures représentatives, non pas à travers une solide implantation sur le terrain, mais par une reconnaissance de la part du pouvoir et des médias. L'enjeu prioritaire était donc, pour leurs intérêts propres, d'accéder aux organismes paritaires qui gèrent les caisses de chômage afin d'organiser, à moyen terme, des élections et donc des suffrages derrière lesquels se cacher pour affirmer cette représentativité fictive et, pourquoi pas, obtenir des subventions et des permanents et édifier un appareil national capable de jouer, sur le terrain du chômage, le même rôle que celui des syndicats traditionnels dans le monde du travail. Actuellement ce sont les syndicats Force Ouvrière (FO) et CFDT qui occupent ces places dans les organismes paritaires. C'est pourquoi ceux-ci se sont très rapidement désolidarisés de ce mouvement. Il n'est pas surprenant de voir aujourd'hui, au grand jour, le résultat du « deal » entre le pouvoir et AC! et la CGT, ces deux nouveaux prétendants au poste d'organisation officielle des chômeurs; résultat qui explique totalement le sabotage de février de l'an dernier. Mais en optant pour ce choix qui revient à instrumentaliser les chômeurs en lutte, la CGT et AC! n'ont pas affirmé leur popularité, au contraire, leur position reste fragile et leur prestige tout relatif.
Évidemment, le mouvement de contestation apparu spontanément est encourageant. Il laisse espérer qu'une autre façon d'organiser les luttes se répandra avant que les chômeurs, comme le sont depuis longtemps les salariés, soient écœurés par les manipulations à répétition. Encore faut-il que ce mouvement de contestation ait des positions claires et ne fasse pas plus de mal que de bien. Il n'y aurait rien de plus destructeur qu'un mouvement de

contestation qui déçoive les chômeurs à son tour. S'il est impératif de proposer autre chose aux chômeurs, il faut répondre à leurs demandes et non les amener dans une impasse.
Or nous avons vu se développer, durant ce mouvement, l'engagement très particulier de toute une mouvance issue de l'extrême gauche, composée de militants hétéroclites, qui n'appartiennent plus forcément à une organisation particulière mais qui n'en véhiculent pas moins une vision de la lutte partisane et, à mon sens, très dangereuse. Cette mouvance accepte d'autant plus facilement le fonctionnement en assemblée générale souveraine que c'est la seule façon qu'elle ait de se démarquer de la CGT et de AC ! mais elle peut aussi s'introduire dans cette dernière organisation pour jouer, en son sein, un rôle contestataire. Quand je dis qu'elle accepte un fonctionnement autogestionnaire, encore faut-il préciser *en théorie* car, dans les actes, on voit souvent qu'un peu d'approximation, une prise de pouvoir informelle par quelques-uns, ne dérange pas forcément certains de ces militants, surtout s'ils y participent. Mais sur la forme, dans les apparences, cette mouvance reconnaît la légitimité de ce type de fonctionnement alors que la CGT et AC ! imposent sans sourciller un fonctionnement parfaitement autoritaire. Mais par delà l'application effective d'un fonctionnement autogestionnaire, ces militants développent des théories et défendent des principes dangereux, destructeurs…

Des positions antisyndicales qui nient les problèmes sociaux

J'ai assisté à une prise de position de ce genre lors d'une assemblée générale des chômeurs de Pau. L'assemblée s'interrogeait sur l'opportunité d'aller occuper la DDASS afin de vérifier que les dossiers d'aides d'urgences des copains présents dans le mouvement soient traités immédiatement, tout en appelant les chômeurs palois à nous rejoindre dans cette action pour que leurs dossiers soient traités en même temps. C'est alors que quelqu'un exprima une position « radicale » en apparence, mais dangereuse en pratique : « Si l'on se bat pour que les chômeurs de l'assemblée obtiennent l'aide exceptionnelle, on rentre dans le règlement de problèmes personnels, individuels et l'on quitte l'action collective. Le mouvement doit servir à défendre des revendications générales sinon il va s'étioler ». Autrement dit, il ne faut pas s'intéresser aux problèmes personnels, mais aux revendications générales uniquement. Quel est le sens de cette position antisyndicale de fait ? Cela veut dire que l'on considère que si l'on obtient quelque chose pour les gens individuellement, ils s'en iront car leur intérêt propre aura été satisfait ; et donc, il faut utiliser les gens (qui ne sont là que pour voir satisfaire leur intérêt propre apparemment) pour faire avancer des revendications beaucoup plus générales. On voit la haute opinion qui est donnée du commun des chômeurs en lutte et la priorité accordée au combat politique sur le combat proprement syndical. [Pour les gens qui défendent de telles positions], il est difficile de contester les revendications nationales sur lesquelles le mouvement a démarré, mais il est clair que l'intérêt qu'ils portent à ces revendications est avant tout axé sur des choix de société plutôt que sur ce qu'elles peuvent apporter concrètement aux chômeurs. Vieux relents de la théorie de l'avant-garde éclairée et de la priorité donnée au politique sur le syndical. Les partisans de cette thèse parleront, avec mépris et complexe de supériorité, d'analyse lucide, scientifique (s'ils osent encore). Toujours est-il que cette position néglige la détresse dans laquelle se trouvent certains copains — je dirais qu'il ne faut pas avoir trop faim pour tenir ce genre de discours — mais elle révèle aussi une totale ignorance du comportement humain. Car si certains ne pensent qu'à leur intérêt personnel (généralement c'est ceux qui disparaissent les premiers des mouvements), obtenir concrètement des avancées permet d'effacer l'idée que « de toute manière on aura beau faire, ça ne changera rien » qui reste malgré tout le principal frein aux mobilisations ; pour lui substituer une idée nouvelle d'autant plus forte qu'elle est appuyée par les faits : « quand nous sommes tous solidaires, nous pouvons gagner ». Alors les liens de solidarité qui se sont créés durant la lutte entre tous les copains qui se sont retrouvés tôt le matin pour diffuser des tracts, qui ont occupé les mêmes lieux et qui s'en sont faits expulser côte à côte, tous ces souvenirs, au lieu d'être entachés de l'amertume de la défaite, prennent une signification toute autre qui donne envie de ne plus se laisser faire et l'on se retrouve avec joie. Dernièrement, l'exemple de ces mal-logés d'Aire sur Adour (1) dont certains ont été relogés (et ont donc obtenu satisfaction personnellement) et qui continuent la lutte jusqu'à ce que tous soient satisfaits apporte une belle illustration de ce qui peut résulter d'une lutte qui gagne. Je ne m'attarderai pas sur l'aspect éthique de la chose, mais ce n'est pas honnête de s'opposer aux améliorations concrètes pour lesquelles on est venu se battre, d'autant que l'on savait pertinemment qu'au niveau national, on avait peu de chance d'obtenir grand chose. On ne trompe pas les gens de la sorte. Il est essentiel de contrer très clairement ce discours qui, souvent, cherche à culpabiliser les gens en lutte là où il faudrait au contraire que nous perdions tous nos complexes pour passer à de véritables offensives.

Que proposent donc ces militants d'extrême-gauche ? Ils étaient très intéressés par la coordination nationale, ce qui est cohérent, et acceptaient le fonctionnement en assemblée générale. Toutefois, aux fils des jours, l'interprétation de ce que représentait, pour eux, l'assemblée générale s'est précisée. Certains ont commencé à vouloir introduire des débats théoriques, un journal et finalement faire perdurer l'assemblée en organisation permanente alors que toute mobilisation avait cessé. Il est toujours délicat de déterminer l'instant où la mobilisation n'est plus assez forte pour continuer. Il y a toujours la question : est-ce que ça va repartir ?
Ces « gauchistes » ont donc milité de fait pour transformer l'assemblée générale d'un mouvement de lutte — qui est la forme par laquelle on organise de façon démocratique les prises de décisions d'un mouvement ponctuel — en réunion d'un groupe voué à perdurer. Il s'agit en quelque sorte de profiter de l'occasion de voir des gens réunis pour les entraîner dans une organisation dont ils n'ont pas idée. Là encore, il s'agit pour le moins d'une tentative de récupération du mouvement. Quelles actions envisagent-ils ? Évidemment, puisqu'il ne s'agit pas de faire des actions de type syndical, les possibilités se réduisent et tournent autour d'actions à buts médiatiques (occupations, manifestations etc.). Or ces actions ont leurs limites. Limites liées au support : la presse, qui ne parle du mouvement que quand ça lui chante, et l'on voit à chaque mouvement qu'elle a tendance à l'enterrer à la première occasion, quand elle daigne parler de lui. Le mou-

vement est alors bien isolé. S'ajoutent les limites humaines : la fatigue, on ne peut pas rester tout le temps sur le qui vive et, lorsque rien n'arrive, la lassitude gagne peu à peu les rangs. L'analyse encore faite par ces mêmes militants « gauchistes » (et parfois anarchistes hélas !) n'est pas sans étonner. Ils prétendent que si les gens s'en vont, c'est parce que le rythme des actions baisse. Il faudrait donc faire plus d'actions. Comme si les gens venaient faire des actions pour faire des actions... Alors que les gens viennent parce qu'ils en ont ras-le-bol et parce qu'il se passe quelque chose — d'ailleurs généralement sans préjuger de la forme que peut prendre le mouvement — et abandonnent lorsque la lutte dure trop longtemps et n'apporte rien. Cette surenchère frénétique, qui souvent n'a d'autre but que la démagogique envie de montrer qu'on est plus radical que les autres, n'apporte rien, renforce le sentiment d'échec (sans que l'on puisse s'expliquer pourquoi les gens ne viennent plus) et multiplie des risques inutiles de répression quand on essaie de reproduire de manière isolée des actions que seul le rapport de force permet.

Au delà de la critique évidente des organisations institutionnalisées que nous avons l'habitude d'aborder, nous ne pouvons faire l'économie d'une clarification à l'intérieur même du mouvement, lorsque celui-ci fonctionne en assemblées générales souveraines. Nous y voyons apparaître un comportement bien éloigné des préoccupations premières du mouvement qui était de faire avancer des revendications. Ce comportement est dangereux car il mène à des impasses et s'oppose aux avancées que nous pourrions obtenir. Ceci dit, il ne s'agit pas de montrer du doigt ces militants « gauchistes » comme des parias, mais de combattre sur le plan des idées, au sein de l'assemblée, leurs positions chaque fois qu'elles mettent en péril le fondement même du mouvement et l'éloigne des objectifs communs à tous.

Quels enseignements pouvons-nous tirer de ce mouvement ?

Nous pouvons constater que dans ce mouvement des chômeurs — comme nous l'avions déjà constaté en 1995 dans les mouvements étudiants et de la fonction publique — le principe de l'assemblée générale souveraine, qui permet aux gens de maîtriser leur lutte, peut être largement repris car il répond à une attente. Mais pour que cela soit le cas, bien souvent, il faut qu'un travail quotidien ait été fait longtemps à l'avance, car l'effervescence du moment n'est pas toujours propice à la réflexion et les premiers jours de luttes sont toujours ceux de l'incertitude où toutes les manipulations restent possibles. C'est pour cela que la participation active des militants anarcho-syndicalistes aux mouvements de luttes dès leur commencement est importante. (...) Nous sommes partisans de l'auto-organisation des gens et de l'autogestion des luttes, notre action volontariste peut permettre d'aller dans ce sens. Parfois, on n'évite pas la manipulation, mais notre présence peut permettre alors de mettre en évidence ces manipulations et donc, à terme, faire avancer la réflexion vers cette autre façon de fonctionner. Notre présence est donc toujours utile.

Par la suite, il est clair que nous devons nous inscrire dans les assemblées et y participer activement et avec tous ceux qui s'y prêtent, car on ne peut agir de façon responsable sans tenter de préserver l'unité dans la lutte. Mais ces principes ne peuvent être un alibi à n'importe quoi et il est tout aussi essentiel que nos militants apportent leurs points de vue, exposent les limites de l'action médiatique et fassent don de leurs expériences pour permettre l'émergence d'objectifs locaux et nationaux et non se contenter de reprendre, un peu comme un alibi ou un prétexte, les revendications nationales.
Lorsqu'un mouvement démarre, nous devons proposer d'évaluer ce que l'on peut obtenir localement, dans l'immédiat, pour obtenir rapidement quelques avantages et quelques victoires, mêmes modestes. Trop souvent on passe à coté de ces petits acquis qui ne sont jamais négligeables et qui, lorsqu'ils sont obtenus, ont le mérite d'exister. Pourquoi nous contenter d'avancer des revendications nationales, celles que nous maîtrisons le moins et qui sont les plus difficiles à réaliser quand nous pouvons mener, de concert avec elles, toute une série de revendications locales qui peuvent aboutir rapidement par notre action concrète ? Cela ne veut pas dire qu'il faut négliger le mouvement national mais celui-ci est, à l'heure actuelle, bien aléatoire et ne permet pas d'espérer une issue positive à coup sûr. Obtenir des succès locaux ne peut que renforcer notre moral pour affronter les déboires sur le plan national.
Dans le même temps, nous devons impérativement formuler une critique claire d'une certaine forme d'assembléisme dont nous avons déjà parlé et qui veut transformer le mouvement en un groupe aux actes et aux propos exclusivement politiques. Un mouvement de lutte n'est pas une organisation et ce n'est pas sa vocation. Il rassemble, dans l'unité la plus large possible, un certain nombre de gens qui veulent mener à bien des revendications immédiates et qui optent pour un fonctionnement permettant l'expression de chacun et le contrôle par tous de la démarche collective. Son propos n'est pas de théoriser et d'imposer à tous la vision d'une partie de l'assemblée, mais de défendre nos intérêts immédiats en nous fixant des objectifs communs établis en assemblée générale. L'assemblée générale est l'expression d'un mouvement de lutte large, défini dans le temps, c'est l'instru-

ment indispensable à l'unité de ce mouvement et à son expression démocratique. Pour affiner la réflexion, développer des bases théoriques et défendre des projets de société, nous avons nos organisations propres.

Pour une participation active au mouvement national

J'AI fait allusion tout à l'heure à la création d'une coordination nationale en réaction à la trahison de AC ! et de la CGT. Il vaudrait mieux parler de tentative, car cette coordination n'a pas eu de répercussions concrètes et s'est bornée à quelques échanges de point de vue en fin de mouvement. Elle reste néanmoins l'expression d'une volonté de maîtriser la conduite du mouvement sans passer par les organisations précitées. Cette coordination est restée à l'état d'ébauche parce que sa création fut très tardive, à un moment où le mouvement était lâché par la presse. Mais il faut souligner aussi l'absence de propositions stratégiques (et nous pouvons nous inclure dans cette critique) pour lui donner une réelle existence.

Il est inconcevable de ne pas chercher à résoudre le problème de la maîtrise par la base de l'expression du mouvement national, et nous ne pourrons pas éternellement nous contenter de jouer les critiques lucides. Il est impératif d'accompagner cette critique de propositions.

Il est facilement démontrable qu'il n'est pas normal qu'une organisation particulière s'auto-proclame porte parole d'un mouvement national comme ont pu le faire AC ! et la CGT. Et il est tout à fait possible, et important, de contester dès les premiers jours cette confiscation de la parole pour éviter les magouilles. Pourquoi les actions, les revendications et les négociations seraient-elles fixées par ces organisations ? Nous devons proposer à l'ensemble des acteurs (AC ! et CGT compris) une coordination nationale d'assemblées générales souveraines avec des délégués mandatés, élus et révocables, afin de devancer ou de contrer les tentatives de récupération. Cette coordination doit établir les revendications, fixer les jours d'actions nationales et mener les négociations s'il y a lieu. Ceci doit être proposé dès les premiers jours du mouvement pour avoir le temps de s'organiser et de fédérer un nombre suffisant de villes, affirmer la représentativité de cette coordination et éventuellement profiter de l'impact médiatique du mouvement (bien que le boycott de la presse soit probable). Une telle initiative est une course contre la montre et il n'est pas facile de se contacter entre assemblées générales. Il est évident que la CNT, en tant qu'organisation nationale, peut aider cette auto-organisation du mouvement au niveau national, si toutefois ses militants sont

suffisamment actifs dans le mouvement et dans suffisamment d'endroits pour être efficaces. Il est tout aussi évident que ce projet doit, dès le départ, comporter une base claire dénonçant les tentatives de récupération venant de quelque organisation que ce soit et en spécifiant clairement les règles élémentaires du fédéralisme : assemblée générale souveraine, délégués élus, mandatés et révocables à tous les niveaux. L'initiative ne peut donc partir que d'endroits où les gens se sont déjà réappropriés ces pratiques.

Il est évident que cette proposition est ambitieuse mais on ne peut faire l'économie d'avancer une réflexion allant dans ce sens, car il faudra bien trouver une solution à ce problème qui ronge tous les mouvements sociaux français depuis des décennies.

La donnée la plus importante de cette expérience reste ce mécontentement grandissant qui n'est pas près de s'éteindre. (...) Les anarcho-syndicalistes ont un rôle à jouer dans les prochains mouvements pour permettre aux chômeurs en lutte de neutraliser les tentatives de récupération de leurs actions. Et la nécessité d'une organisation permanente telle que voudrait l'être la CNT est évidente aux vues de ce dernier mouvement.

La présence quotidienne de cette organisation devant et, pourquoi pas, à l'intérieur des ANPE n'est pas moins nécessaire. Nous devons annoncer nos revendications concrètes et l'idée que nous pouvons déjà résoudre des choses ensemble tout au long de l'année, sans attendre qu'un mouvement se déclenche, car la situation n'en n'est pas moins urgente. Si les moments de grande mobilisation sont importants et souvent déclenchent bon nombre de prises de conscience qui débouchent sur des démarches militantes, l'action au jour le jour est le terreau qui permet à ces luttes de partir sur des bases claires. C'est aussi cette action quotidienne qui permet d'aller plus loin dans les débats et de faire avancer les idées, tandis que le temps manque lors des mouvements. C'est enfin cette présence régulière qui permettra de construire une organisation permanente et efficace des chômeurs pour la défense de leurs intérêts immédiats et qui avancera l'idée incontournable d'un changement de société.

Développer les idées, entamer, même modestement, des actions syndicales, établir des liens entre tous est l'affaire d'un travail de fourmi que nous ne pourrons jamais limiter aux simples mouvements, même s'il est impératif que nous nous impliquions totalement dans ces derniers et non, comme trop souvent, superficiellement, d'un œil critique et extérieur, affichant une vérité incompréhensible pour tous ceux qui n'ont pas nos lectures et qui souvent est vite oubliée.

❐

[1] Aire sur Adour est une petite ville du sud-ouest de la France (5000 habitants) où une vingtaine de familles, logées dans des conditions effroyables pour des loyers exorbitants, se sont réunies en assemblée générale des « mal-logés révoltés » pour faire face aux propriétaires (de riches sociétés immobilières) et faire valoir leurs droits. Trois de ces familles dont les appartements étaient totalement insalubres ont d'ores et déjà été relogées.

Luttes syndicales en Russie Du nouveau ?

par Vadim Damier
Traduit par Ch. E.

Les luttes des travailleurs qui ont eu lieu en Russie, en été et en automne 1998, confirment encore un fois ce qui était déjà clair à nos yeux depuis longtemps : les travailleurs et les travailleuses ne peuvent attendre la réalisation de leurs droits ni des « vieux » syndicats, ni des « nouveaux » tout aussi bureaucratiques. Le même cercle vicieux ne laisse aucune place pour l'autodétermination et la réalisation des exigences des gens. Nous ne parlons même pas de Révolution sociale, mais des choses les plus simples et théoriquement conformes au système, comme par exemple le paiement des arriérés de salaires.

Il est maintenant mondialement connu que les travailleurs russes ne reçoivent plus leurs salaires depuis des mois et qu'ils travaillent quasiment gratuitement, sans même être nourris, tels des esclaves. Depuis le début de l'année 1998, le montant des arriérés de salaire a augmenté de 80 % pour s'élever en octobre à 88,1 milliards de roubles (2,7 fois plus qu'en janvier). L'économie de subsistance est de règle : 80 % des besoin en légumes sont couverts par la culture de petites parcelles et de potagers. A l'Est, rien de nouveau ! Par contre, le rôle des organisations dont la fonction officielle est de défendre les droits des travailleurs est beaucoup moins connu : j'ai nommé les syndicats.
La transformation rapide du capitalisme d'État en un capitalisme mixte privé/État qui a suivi l'autodestruction du régime soviétique a entraîné certains changements dans la structure des syndicats. Ceux-ci constituaient un instrument puissant de l'ancien système d'exploitation et les dirigeants avaient tout intérêt à les maintenir en place. Ainsi, les anciens syndicats ont pu conserver leur patrimoine, mais ils ont dû trouver un nouveau nom (Fédération de Syndicats indépendants de Russie, abrégé en Russe FNPR) et ne peuvent plus compter de dirigeants d'entreprise dans leurs rangs. Ceci dit, les vieilles structures bureaucratiques et les méthodes de travail sont restées les mêmes. Cela s'explique facilement : le FNPR est totalement favorable à une économie de marché « sociale », pour les réformes et le « partenariat social ». Partenariat qui est inscrit comme une obligation dans la Constitution russe. Mais c'est là que le bât blesse. Le FNPR veut devenir un partenaire social du gouvernement et des entrepreneurs, alors que les puissants n'en ont pas besoin dans ce rôle. Les réformes menant à l'économie de marché n'ont pu réussir que sur le dos des travailleurs. Alors foin de l'État social « à la soviétique » et des possibilités de compromis et de cogestion. Aucune commission tripartite ne peut rien y changer, et le FNPR est condamné par cette situation au rôle ingrat de figurant. Toutefois la base commençant à s'agiter, les syndicats ont dû organiser des grèves, mais ils l'ont fait de telle façon qu'elles ont été les moins actives possible, les moins radicales, les plus symboliques et surtout, et c'est là le point principal, sous le contrôle total des leaders. Dès le plus petit danger de radicalisation ou d'autodétermination, un compromis boiteux est trouvé et tout recommence…
C'est ce qui s'est passé au cours de l'année 1998. En mai, le syndicat des mineurs, membres du FNPR, a organisé les plus importantes actions de l'histoire de la Russie de Eltsine. Le blocage des lignes ferroviaires par les mineurs et d'autres travailleurs a duré près de deux semaines. Mais les vraies actions n'ont en réalité commencé que dans les derniers jours et comme le danger d'une radicalisation se profilait, les dirigeants du syndicat se sont empressés de conclure un accord avec les autorités. Les récalcitrants furent tout simplement laissés en rade. On a commencé par payer les salaires en cours et on a fait de nouvelles promesses. Jusqu'en août, tous les arriérés devaient être payés. C'est alors qu'il y a eu le krach financier… et toutes les promesses ont bien sûr été oubliées. Le 7 octobre, le FNPR a organisé une manifestation dans toute la Russie, en collaboration avec le parti communiste de G. Ziouganov — qui joue volontiers une sorte de démocratie « nationale-sociale » — et avec

différents petits groupements. De tels mouvements de masse sont maintenant habituels en Russie et n'effraient plus personne, si ce n'est quelques journalistes en mal de sensations. Plus de 25 millions de personnes ont pris part aux manifestations et aux piquets de grève dans 74 centres régionaux et dans des milliers d'endroits. 73 réunions politiques ont exigé la démission de Eltsine. Quelle puissance magnifique ! aurait-on pu s'exclamer. Mais les puissants sont restés cependant très calmes, car ils connaissent le potentiel véritable d'une telle comédie qui est exactement nul. Les manifestations et les meetings politiques sont connus pour être la meilleure forme de canalisation de la protestation. En ce qui concerne les grèves rituelles, après quelques heures on ne les remarquait même plus. Après cela, le FNPR a menacé de déclencher une grève générale… pour l'année 1999. On peut facilement imaginer ce que cela va donner. Avec le FNPR, le spectre d'un mouvement syndicaliste ne plane pas sur la Russie.

Il existe plusieurs autres petits syndicats et fédérations (Confédération du travail, etc.) qui sont nés pendant et après la Perestroika pour exiger encore plus [de libéralisme], d'économie de marché. Leurs structures ne diffèrent pas de celles des « vieux syndicats ». Parmi ces syndicats, celui qui se fait le plus entendre est sans aucun doute le Syndicat indépendant de mineurs (NPG). Après un certain temps de léthargie, la plupart des grèves de mineurs ayant été organisées par des syndicats membres du FNPR, ce syndicat s'est réveillé d'un coup et a demandé la démission de Eltsine, qu'il soutenait encore peu de temps auparavant. En juin un « camp de protestation » a été organisé par les mineurs du NPG devant la « Maison blanche » (les bureaux du gouvernement au centre de Moscou). On a pu voir des images de ce camp dans plusieurs médias internationaux. Ce qui est moins connu, par contre, ce sont les méthodes de travail et l'atmosphère qui régnaient dans le camp. Tout d'abord, il faut noter que l'ensemble des actions était sous le contrôle exclusif des pontes du NPG. Au centre du camp était planté un panneau sur lequel il était écrit que le matériel et les déclarations non agréés par la direction étaient interdits. Cela était principalement valable pour les délégations de travailleurs des différentes usines qui venaient au camp pour participer à la manifestation. Cela valait aussi pour les anarchistes, mais pas pour les staliniens, ni pour les fascistes rouges qui ont bien vite submergé l'action. Dans le camp, les conversations ont rapidement dévié sur la « trahison sioniste » et les « mauvais Juifs » qui dirigent et détruisent la Russie. Ces propos ont été tolérés par les pontes du syndicat qui ont organisé des actions communes avec ces courants politiques. Par contre, chaque initiative indépendante était empêchée. Il n'est donc pas étonnant que de plus en plus de travailleurs aient abandonné ce camp. Au début octobre, les derniers qui restaient encore se sont divisés en trois avec les membres du NPG, les mineurs handicapés et les membres des ateliers ZIM de Samara. Ces derniers ayant tenté jusqu'au bout, en vain, de radicaliser l'action. Les boss du NPG ont déclaré l'action terminée, bien qu'ils n'aient strictement rien obtenu et, sur ce, ils ont quitté le camp satisfaits. Le reste des manifestants fut dispersé sans bruit, quelques jours plus tard, par la police.

Résultat final : néant. Les réformes continuent, les prix grimpent, les arriérés de salaires ne sont toujours pas payés, le chômage progresse et on continue de fermer usines et mines : la crise se déchaîne. (...)

Cela nous ramène au commencement : Les mouvements ouvriers bureaucratiques sont totalement impuissants. Où doit-on alors chercher les nouveaux mouvements de base ?

❐

Le Municipalisme libertaire

par G. Amista

Janet Biehl, *Le Municipalisme libertaire*, Montréal, Ecosociété, 1998, 293 p.

Il faut tout de suite dire que derrière ce livre se trouve Murray Bookchin, et l'auteure de ce texte ne s'en cache pas. Son idée est de livrer un « résumé » aussi exact que possible des théories de celui-ci. Toutefois, il est bien clair que les dimensions d'un tel ouvrage ne sont pas propres à contenir les dizaines d'années de réflexion et de travail de Bookchin. Aussi, ce livre souffre-t-il d'une certaine tendance à la simplification et au raccourci. Ces défauts, difficilement évitables dans ce genre d'exercice, permettent tout de même de se faire une bonne idée de ce qu'est le municipalisme libertaire.

Bookchin est certainement un des principaux penseurs anarchistes de ce siècle. Après avoir été un syndicaliste très actif dans les années trente aux États-Unis, il s'intéresse à partir des années soixante à l'écologie et aux destructions causées à l'environnement par le capitalisme. Pour lui, comme pour Marx avant lui, « le capitalisme est un système qui doit nécessairement détruire la société à cause de son principe directeur de production pour la production, de croissance pour la croissance ». La solution est pour Bookchin la mise en place d'une société rationnelle communiste libertaire qui articule au mieux les intérêts des individus et la préservation de l'environnement naturel. Il est notable qu'à la différence de certains écologistes radicaux dits « profonds », il ne se défie pas de la technologie et, qu'il compte, au contraire, sur sa mise en œuvre bienfaisante, notamment pour tendre à supprimer les travaux les plus pénibles.

Bookchin a profondément étudié l'histoire de l'organisation politique des sociétés humaines. Sa conclusion est que c'est la Cité qui doit servir de base à la transformation sociale. Cette « histoire des Cités » est certainement un des aspects les plus intéressants du travail de Bookchin. Il observe qu'avec l'apparition de la Cité, c'est le champ politique qui s'ouvre et, sonnant la fin des appartenances tribales et claniques, permet l'émergence de l'espace public. Son idée est que l'existence de l'État n'est pas une fatalité et que dans son histoire il s'est vu confronté à la Cité. Un de ses modèles est celui des cités médiévales (Xe au XIIIe siècle), rencontrées par exemple dans le nord de l'Italie, dont il démontre l'opposition au modèle féodal alors en vigueur. Une opposition qui, d'ailleurs, ne cessera de croître, et se traduira par une volonté d'autonomie manifestée par les communes auprès et contre les seigneurs féodaux. Pour lui, le politique ne se confond pas forcément avec l'État, et la Cité offre des possibilités pour des pratiques de démocratie directe.

Il relève d'ailleurs que l'État-nation, hégémonique à l'heure actuelle, ne peut se construire qu'au détriment des unités municipales. Pour autant, on ne trouve trace chez lui d'aucune complaisance à l'égard des modèles qu'il a étudiés. Il reconnaît toute l'étendue de leurs lacunes, comme à Athènes ou dans les cités médiévales qui ne conféraient aucun droit politique aux femmes, et ne conféraient pas le statut de citoyen aux plus pauvres.

Malgré cela, Bookchin estime qu'il y a là source à inspiration pour une organisation sociale libertaire. Pour lui l'espace de la ville et, encore plus, celui du quartier permettent de mettre en relation des individus sur des sujets qui les concernent également : environnement, éducation, transport. La base de l'organisation municipaliste libertaire sera donc l'assemblée populaire souveraine. On trouvera une assemblée pour chaque ville ou partie de ville pour les plus grandes, qui seront reliées entre elles sur le modèle de la confédération. Concernant le fonctionnement de ces institutions, des garde-fous directement empruntés aux idées anarchistes seront mis en place afin d'éviter l'apparition d'une classe politique. Ainsi, le pouvoir décisionnel reviendra en toute chose à l'assemblée, et ses représentants seront désignés pour dire ou faire ce pour quoi l'assemblée les aura mandatés. Tout cette réalité future du municipalisme libertaire est longuement présentée dans ce livre, mais les exemples concrets sont très peu nombreux, ce qui n'aide pas à rendre l'ensemble clair.

Comme dans toute théorie révolutionnaire, une des colles qui est posée est celle de la transition, c'est-à-dire des actions à mener et des structures à mettre en place en vue d'un changement radical de société. Bookchin envisage de participer aux élections municipales dans le but d'utiliser la campagne pour faire connaître les idées municipalistes, et d'avoir des représentants à l'assemblée municipale, où ils pourraient faire valoir leurs idées et influencer la politique municipale. Cette proposition est pour le moins étonnante de la part d'un anarchiste, lorsque l'on sait la défiance – justifiée ! – de ces derniers à l'égard des élections. En effet, qu'est-ce qui va garantir que les élus se tiendront au programme de leur groupe, et qu'aucuns de ceux-ci ne va accepter une place dans l'exécutif (ce contre quoi Bookchin met pourtant en garde) ? Selon lui, la force de

caractère et de conviction des militants. Cette réponse n'est bien sûr pas satisfaisante, et cette idée d'intégrer, ne fut-ce qu'au niveau local, le jeu électoral apparaît comme le plus sûr moyen de se dissoudre dans le système, en y apportant, qui plus est, une caution écolo-libertaire. De plus, si l'on pense au cas européen, que feraient les élus municipalistes libertaires dans une réalité où le destin des communes est non seulement intimement lié à celui des états, mais encore à celui de l'Union européenne. En effet, il faut savoir la part gigantesque que tiennent les aides et les subventions européennes dans le budget de certaines communes qui ne peuvent vivre sans.

Bookchin préconise aussi de mettre en place dès aujourd'hui des assemblées municipalistes libertaires, lieux d'apprentissage pour les militants, parallèlement aux institutions classiques, qui n'auront certes, aucun réel pouvoir, mais qui en se renforçant deviendront de fait (accroissement du nombre de membres, action directe) des interlocuteurs obligés pour les autorités. Mais la question se pose de la tolérance par ces dernières de telles structures, si d'aventure celles-ci parviennent à dépasser le stade de la discussion pour avoir un impact effectif sur leur réalité. Pour Bookchin, cette confrontation est inévitable et même souhaitable car le but est, selon lui, d'en arriver à créer une situation révolutionnaire, mais ce livre nous dit peu de choses sur la façon de se comporter lors de telles « crises ».

Mais la plus grande objection qui est à faire à la théorie de Bookchin, présentée par Janet Biehl, c'est qu'elle ignore quasi totalement la dimension économique. Il nous est certes dit que l'économie, une fois faite la révolution municipaliste libertaire, sera municipalisée, c'est-à-dire que la gestion de la production sera entre les mains des assemblées de citoyens. On nous apprend encore que les travailleurs auront aussi leur avis à donner en tant que citoyens mais que, comme travailleurs, ils ne sauraient avoir le contrôle de la production car cela pourrait faire renaître la concurrence entre usines. Ce problème peut effectivement se présenter, mais on peut aussi imaginer que les assemblées de citoyens en viennent à faire peuve d'autoritarisme à l'endroit de certaines catégories de travailleurs peu représen-

tés en leur sein, car Bookchin signale que la participation aux assemblées ne sera pas obligatoire. Si l'économie municipaliste libertaire est peu définie, c'est qu'il l'écarte d'entrée d'un processus qui est fondamentalement politique. Ainsi, rien n'est dit concernant la lutte, dans l'immédiat, contre le pouvoir des capitalistes dont l'action ne cesse de dégrader les conditions de vie des individus. Là-contre, ni les assemblées citoyennes parallèles et symboliques, ni quelques élus municipaux, même fidèles, ne pourront rien faire. De même, il n'est guère tenu compte du fait que, si les problèmes de la ville et du quartier peuvent rapprocher les gens, les mêmes personnes ne continuent pas moins à occuper des places différentes dans l'organisation sociale et économique et de disposer de moyens différents (argent, temps, etc.). A ces conditions, des disparités difficilement surmontables risquent d'apparaître dans une assemblée qui ne prendra pas en compte cette réalité. A la question qui est posée à Bookchin en fin d'ouvrage concernant le temps et les possibilités qui manquent aux citoyens les plus défavorisés pour « se présenter à une assemblée publique », il répond : « si les gens veulent devenir des êtres humains plutôt que des organismes qui ne font que survivre, je prétends qu'il faut faire quelques compromis ». Cette réponse brutale et simpliste – c'est un euphémisme ! – semble ignorer que beaucoup sont aujourd'hui dans des situations de survie auxquelles seule une amélioration de leur vécu économique peut remédier.

C'est justement parce que Bookchin considère que le combat au cœur même du système économique n'est plus possible qu'il cherche d'autres voies pour la réalisation d'une société libertaire. Mais sa trouvaille ressemble à la mise à l'ordre du jour de la tentation, qui n'a jamais quitté certains dans le mouvement libertaire, de participer à la vie politique.

❐

Christophe Bourseiller, *Cet étrange monsieur Blondel. Enquête sur le syndicat Force ouvrière*, Éditions Bartillat, 1997.

par Ariane

Voici un livre savoureux qui mérite d'être dégusté à petites doses, tant certaines des informations qu'il contient ouvrent des perspectives sur d'autres recherches qui restent à faire. Christophe Bourseiller, connu autant comme acteur que comme écrivain, continue de nous surprendre par ses enquêtes pointues sur certains courants politiques qui préfèrent la discrétion et l'obscurité à la lumière du jour.

Comme son titre l'indique, ce livre est consacré à Marc Blondel, le dirigeant du syndicat français Force Ouvrière (FO), mais c'est le chapitre central, qui occupe plus de la moitié des pages de l'ouvrage qui est à nos yeux le plus intéressant. Il s'intitule : *Le lambertisme : histoire d'un réseau d'influence*. Le lambertisme ? Pour ceux qui s'intéressent à la politique, il s'agit de l'un des courants qui, en France, mais aussi dans d'autres pays, se revendique de la quatrième internationale de Léon Trotski. En Suisse, les militants de ce courant se regroupent notamment dans l'Union des cercles pour une politique ouvrière (UCPO) et en France dans le Parti des travailleurs (PT). Leur grand leader, qui fut candidat à la présidence française en 1988, se nomme Pierre Boussel, mais il se fait appeler Lambert, d'où le nom de lambertisme.

Fidèles en cela à la pensée de Léon Trotski, les lambertistes pratiquent l'entrisme dans les organisations du mouvement ouvrier (partis, syndicats, etc.). Certains d'entre eux semblent avoir une prédilection pour les organisations anarchistes et anarcho-syndicalistes. Dans l'après-franquisme, la CNT et la FAI d'Espagne ont été victimes d'interventions de ce type – notamment dans la région de Valence – ayant comme résultat un affaiblissement durable de ces organisations. Ici même, nous avons été assez directement concernés par ce problème lorsque la correspondante helvétique du périodique *Le Monde libertaire*, s'est avérée être une militante lambertiste (voir *Le Monde libertaire et la Suisse*, dans *L'Affranchi* n° 3, été 1992).

Le livre de Bourseiller donne donc d'importantes indications sur cette pratique en France. Il nous explique entre autres – et ce n'est pas là le moindre des paradoxes – que l'on peut être lambertiste sans être obligatoirement trotskiste, du fait que nous avons affaire à une sorte de secte qui tourne autour du leader fondateur et où tout le monde n'a pas accès à la même information.

L'organigramme du lambertisme français est constitué de quatre cercles concentriques. Au centre il y a l'organisation politique, le Parti ; ensuite on trouve les proches camarades de Pierre Lambert qui n'adhèrent pas nécessairement au parti, mais sont associés à la direction du réseau ; le troisième cercle est constitué des responsables politiques et syndicaux qui acceptent d'aider Lambert ou d'être aidés par lui et qui ne sont généralement pas trotskistes ; enfin on trouve les simples compagnons de route qui signent les innombrables pétitions (une spécialité lambertiste que l'on

retrouve aussi en Suisse) et qui s'intègrent ponctuellement à des comités contrôlés par le parti.
Comme nous l'avons déjà signalé, les militants lambertistes pratiquent l'entrisme, ils pénètrent différentes organisations pour s'emparer des postes importants. En France, cette tactique a remporté des succès significatifs dans la Franc-maçonnerie, à la Libre Pensée… et bien sûr dans le syndicat Force Ouvrière où l'opération fut particulièrement délicate.
FO est un produit de la guerre froide qui a vu le jour grâce au soutien financier des syndicats américains, donc, indirectement de la CIA. La centrale regroupe en son sein des anticommunistes de droite et de gauche. Que des trotskistes, c'est-à-dire des marxistes-léninistes soient parvenus à y faire leur trou est donc *a priori* surprenant. Bourseiller nous explique qu'un tel exploit fut en partie redevable à l'action de quelques « anarchistes ». C'est grâce à une telle casquette que des proches de Lambert ont pu déjouer la méfiance de leurs camarades, parvenant ainsi à monter les marches de la bureaucratie de FO. Pendant que d'autres, anarchistes patentés, ne ménageaient pas leur soutien aux membres du parti. Quelque part entre le troisième et le quatrième cercle lambertiste on trouvait, par exemple, Maurice Joyeux qui apparaît comme un « copain » de Pierre Lambert. A la fin des années quarante et au début des années cinquante, les deux hommes se côtoient dans un groupe de syndicalistes qui prétend réaliser l'unité entre la CGT et FO. Dès lors, « *Maurice Joyeux, on le verra souvent parrainer des réunions lambertistes, ou joindre son nom à la litanie des multiples pétitions trotskistes. Il devient un compagnon de route occasionnel…* » (p. 109). Ce célèbre pilier de la Fédération anarchiste fut-il conscient du rôle que lui faisaient jouer les lambertistes ou était-il un idiot utile ? Nous laissons aux historiens du futur le soin de trancher. En tout cas, selon d'anciens trots-

kistes, « *l'infiltration lambertiste dans le mouvement anarchiste (...) a été profonde et fructueuse* » (p. 127).

Dans cette entreprise, deux bureaucrates de FO ont joué un rôle important, il s'agit de Joachim Salamero et d'Alexandre Hébert. Ici, nous avons affaire à d'authentiques lambertistes qui n'ont d'anarchiste ou d'anarcho-syndicaliste, comme ils aiment s'appeler, que la plume sur le chapeau. Outre le fait qu'il est permanent syndical de FO en Gironde (Bordeaux), Joachim Salamero est président de la Fédération nationale de la Libre Pensée, une organisation qui, en France, est désormais « *totalement passée sous contrôle lambertiste* » (p. 224). Quant à Alexandre Hébert, l'inamovible secrétaire départemental de FO en Loire-Atlantique (Nantes), il n'hésite pas à se présenter, sous la plume de son biographe, comme « *le dernier des libertaires* » [1] de l'Hexagone. Mais d'une part, Hébert serait depuis 1969 membre du bureau politique du parti lambertiste, de l'autre il a tissé des liens pour le moins étranges avec des politiciens de droite et d'extrême droite. En 1965, Alexandre Hébert appelait à voter pour le député-maire sortant de Nantes, André Morice, un radical, partisan de l'Algérie française, qui s'était illustré, en 1957, comme ministre, en électrifiant la frontière entre l'Algérie et la Tunisie. D'autre part, le biographe que Hébert s'est choisi, Joël Bonnemaison, a milité, dans les années soixante-dix, au Front National. Ce Bonnemaison aurait bénéficié, lors de son premier mariage, de deux témoins de poids : Alexandre Hébert et Jean-Marie Le Pen. Depuis lors « *les deux hommes se connaîtraient et s'apprécieraient* » (p. 240).

En 1960, Hébert et Salamero sont à l'initiative d'une Union des anarcho-syndicalistes (UAS) à laquelle participent plusieurs militants très actifs de la Fédération anarchiste, Salamero étant alors responsable de son *Bulletin interne*. L'UAS cessera d'être en odeur de sainteté dans le mouvement libertaire en 1969, suite à des déclarations d'Alexandre Hébert comparant Daniel Cohn-Bendit à Hitler. Dans un premier temps, les lambertistes de l'UAS, tel Salamero, prennent leur distance avec Hébert. En 1970, sous la pression de jeunes recrues issues de mai 1968, une fusion entre l'UAS et l'Alliance syndicaliste (constituée de libertaires adhérents à différents syndicats réformistes) se produit. Marginalisés, des lambertistes quittent le navire et se mettent à publier un bulletin prétendument anarchiste intitulé *Pour nous le combat continue*. En 1975, l'UAS d'Alexandre Hébert renaît de ses cendres et, en 1996, cette organisation prétendument anarcho-syndicaliste adhère officiellement à l'Entente internationale des travailleurs (l'Internationale lambertiste). On retrouve parmi ses membres actifs Joachim Salamero, Joël Bonnemaison, etc. D'un autre côté, un autre lambertiste, Serge Mahé, anime une Alliance des syndicalistes anarchistes qui édite *La Lettre anarchiste*, un bulletin en vente à la librairie Publico de la Fédération anarchiste à Paris. Comme le dit si bien Bourseiller, encore aujourd'hui « *Le mouvement anarchiste continue à subir les démonstrations d'affection des lambertistes* » (p. 244).

Les lambertistes sont toujours les premiers à faire de grands appels à l'unité, mais il s'agit de discours de façade. Dans la pratique, ils sont les champions de la scission. Ils n'aiment guère êtres noyés dans la masse et préfèrent avoir affaire à des groupes divisés. Après une scission ou l'échec d'une tentative d'unité, ils s'arrangent pour garder des gens des deux côtés, tant que possible à des postes-clé. On vient de le voir, avec les pseudo-anarcho-syndicalistes, mais de nombreuses affaires du même genre se sont produites avec d'autres organisations. Un exemple : en 1984, certains de leurs militants ont provoqué une scission dans la Fédération de l'éducation nationale (FEN) pour rejoindre le syndicat des enseignants de FO. Le but de cette manœuvre? Avant tout, d'empêcher un rapprochement prévisible entre les deux syndicats. Une fois l'opération terminée, les lambertistes conservent pourtant un courant organisé au sein de la FEN. Des actions semblables se sont produites vis-à-vis de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF), au sein de la Franc-maçonnerie, etc.

Après avoir survolé l'ensemble du panorama, une question se pose : pourquoi tout ça? Certainement pas pour faire avancer la révolution! Il existe sans doute des motivations clientélistes. Comme le dit un ancien militant de ce courant : « *le lambertisme, c'est à la fois un idéal qui a échoué, et une PME qui a réussi* » (p. 246). Contrôler des institutions disposant de fonds importants, placer ses amis à des postes de bureaucrates syndicaux... peut être intéressant. Un Alexandre Hébert ne s'est d'ailleurs pas contenté d'avoir fait toute sa carrière à FO, il est aussi parvenu à y placer son fils. Mais on peut également poser une autre hypothèse : un service de renseignement n'aurait-il pas tout intérêt à infiltrer un tel groupe? Quoi de mieux pour observer et diviser syndicats et autres organisations que de pénétrer un collectif qui justement applique une telle stratégie? On ferait ainsi d'une pierre deux coups en infiltrant le parti lambertiste et les associations que lui-même infiltre... Nous avons en tout cas intérêt à être attentifs aux tactiques qui ressemblent à celles évoquées ci-dessus, qu'elles soit impulsées ou non par des lambertistes.

❐

[1] Joël Bonnemaison, *Alexandre Hébert. 50 ans de luttes syndicales*, Ed. du Rocher, Monaco, 1996.

Solidarité

Le 27 novembre 1998, deux militants de la FSA (Fédération des anarchistes sociaux) ont été attaqués à Prague, par cinq néo-nazis. L'un des deux agressés, Michal Patera, contraint d'utiliser une arme à feu pour sauver sa vie face à des assaillants décidés à l'éliminer, a touché l'un de ceux-ci.

Après une courte enquête de police et une consultation du *Département de police contre l'extrémisme politique*, Michal est accusé de « *tentative de meurtre motivé par des convictions politiques* ». Cette interprétation de l'incident a conduit immédiatement Michal en prison à titre préventif, alors qu'aucun des néo-nazis n'a été poursuivi. Il devra attendre au moins un an avant d'être jugé, et risque 25 ans d'emprisonnement dans une prison de haute sécurité.

Ces attaques sont une réalité quotidienne pour les militants libertaires de la République Tchèques. Depuis 1989, les néo-nazis ont tué plus de 35 personnes et blessé des centaines d'autres. Ils attaquent les militants anarchistes et antifascistes les plus connus afin de les éliminer physiquement.

Ces groupes, entraînés, armés et fort en nombre bénéficient de l'indulgence des autorités. Il faut dire que, selon le ministère tchèque des affaires intérieures lui-même, plus de 30 % des membres des forces de police font partie ou sont sympathisants de mouvements fascistes et racistes.

Nos compagnons tchèques ont besoin d'argent pour assurer la défense de Michal Patera lors de son procès : « *Nous demandons à tous les libertaires à travers le monde de soutenir notre camarade. Nous sommes dans une situation désespérée et dans l'incapacité de résoudre ce problème sans une solidarité internationale efficace* ».

Pour soutenir Michal :
Ecrivez-nous à :
DIRECT'!
Case postale 2254
CH - 1211 Genève 2

AUJOURD'HUI

bimensuel du vendredi, réalisé par **DIRECT!**
(AmiEs de l'AIT).

CRITIQUE

Informations, analyses, opinions, entretiens…
AUJOURD'HUI présente l'actualité locale, nationale et internationale d'un point de vue libertaire.

ANTICAPITALISTE

AUJOURD'HUI s'adresse à tous ceux et celles que révolte l'exploitation de l'homme par l'homme, fondement de l'organisation sociale capitaliste actuelle.

ANARCHISTE

AUJOURD'HUI travaille à populariser les idées anarchistes de luttes de base, d'action directe, de liberté et d'égalité réelles.

Pour tout renseignement, diffusion, abonnements, etc. :
DIRECT! Case postale 2254
CH - 1211 Genève 2
Tél/Fax: (+41 22) 734 29 22
CCP : 17-574134-6
e-mail : aujourd_hui@innocent.com

Carlos Molina s'est tu

C'est un poète qui s'en est allé. Carlos Molina est mort à la fin de l'année dernière. Né en 1927, ce militant anarchiste uruguayen était un célèbre *payador*, un chanteur-poète de la Pampa.

En décembre 1990, Carlos Molina était passé par la Suisse dans le cadre d'une tournée européenne. Il avait eu l'occasion de chanter au Reithalle à Berne et dans la grande salle de Ropraz près de Lausanne. Celles et ceux qui ont eu l'immense plaisir de le rencontrer, de l'écouter à cette occasion, garderont de lui un souvenir ému et chaleureux. Carlos, nous avons vécu avec toi de grands moments d'amitié et de fraternité. Ton combat est le nôtre, nous ne t'oublierons pas.

A. + J.

BULLETIN D'ABONNEMENT

5 NUMÉROS ☐ 25 FRS (100 FF)
SOUTIEN ☐ 30 FRS OU PLUS

NOM:----------PRÉNOM:----------

ADRESSE:----------

NP:----------LOCALITÉ:----------PAYS:----------

Retourner à : Réflexions Sociales
Case postale 172 - CH-1000 **Lausanne 6** Ouchy

Versements à : DIRECT! ccp 17-574134-6 -Case postale 2254

dans ce NUMÉRO :

ÉDITORIAL

UNE DRÔLE D'AFFAIRE

DOSSIER NÉGATIONNISME

FRANCE : CHÔMEURS EN COLÈRE

LUTTES SYNDICALES EN RUSSIE

LIVRES :

LE MUNICIPALISME LIBERTAIRE

CET ÉTRANGE MONSIEUR BLONDEL